



Intervention du Programme Alimentaire Mondial (PAM) face à la crise alimentaire consécutive à la mauvaise campagne agricole 2013-2014 dans le cercle de Bandiagara au Mali : facteur de résilience communautaire

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU
MASTER EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET
DES ORGANISATIONS
OPTION : MANAGEMENT DES CRISES ET ACTIONS
HUMANITAIRES**

Présenté et soutenu publiquement le [Date] par

Dramane COUMARE

Travaux dirigés par : Prénom NOM

Titre (Enseignant, Chercheur, Dr ...)

UTER ----

Jury d'évaluation du stage :

Président : Prénom NOM

Membres et correcteurs : Prénom NOM
Prénom NOM
Prénom NOM

Promotion [2014/2015]

CITATIONS

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de la famille notamment pour l'alimentation ».

Article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels pour leur permettre de mener une vie active et saine ».

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et Sommet mondial de l'alimentation des 13-17 novembre 1996.

Dédicace

A

Toute notre famille de près et de loin.

Remerciements

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnes qui nous ont accompagnés de près ou de loin dans ce parcours de formation et nous ont permis de mener, avec autant d'intérêts, ce travail de recherche.

Tout d'abord, nous tenons à remercier :

- Le personnel de l'Institut International de l'Eau et l'Environnement à Ouagadougou au Burkina Faso pour le savoir qu'ils ont su nous transmettre. Nous souhaitons également remercier nos camarades de classe du Master 2 option Management des crises et actions humanitaires pour l'ouverture d'esprit qu'ils nous ont apportée à travers leurs échanges.
- Toutes les personnes qui ont bien voulu accorder quelques temps pour répondre à nos nombreuses questions
- Enfin, notre famille et nos amis pour nous avoir soutenu dans ce projet de formation.

Résumé

La présente étude cherche à examiner l'intervention du Programme Alimentaire Mondial (PAM) face à la crise alimentaire consécutive à la mauvaise campagne agricole 2013-2014 dans le cercle de Bandiagara. Une enquête par questionnaire a été réalisée auprès de 60 ménages.

Les résultats démontrent une contribution significative de l'intervention du PAM face à la crise alimentaire : l'intérêt et la préoccupation alimentaire des ménages et l'intérêt économique et social de l'assistance alimentaire. De plus, il ressort que les ménages perçoivent plus d'intérêts de l'intervention du PAM pour la préparation de la nouvelle campagne agricole 2014-2015.

Les données ont été traitées à partir du serveur ensuite exportées sur Excel pour apurement. Les données apurées ont été importées sur SPSS pour analyse.

Les résultats de l'analyse des données ont révélé des différences significatives entre les ménages en termes de motivation-aspiration alimentaire, de perception des communautés face à l'assistance alimentaire pour la création des actifs communautaires, d'intérêt et de préoccupation alimentaire des ménages et la pertinence et la stratégie de pérennisation des actifs.

Il ressort clairement, dans le contexte de crise alimentaire dans le cercle de Bandiagara, que l'intérêt des communautés pour l'assistance alimentaire du PAM pour la création des actifs est le facteur le plus résilient.

Mots Clés :

- 1 - Bandiagara**
- 2 - PAM**
- 3 - Crise alimentaire**
- 4- Campagne agricole**
- 5 – Résilience communautaire**

ABSTRACT

This study seeks to examine the operation of the World Food Programme (WFP) to face the food crisis consecutive to the poor 2013-2014 agricultural campaign in Bandiagara. A questionnaire survey was conducted among 60 households.

The results demonstrate a significant contribution to WFP's intervention response to the food crisis: the interest and concern of household food and economic and social interest of food assistance. Moreover, it appears that household perceive more WFP intervention of interest for data were processed then exported from Excel server for clearance. The cleared data were imported into SPSS for analysis.

The results of the data analysis revealed significant differences between household in terms of food-intake motivation, perception of communities to food assistance for the creation of community assets, interest and concern household food and the adequacy and asset sustainability strategy.

It is clear, in the context of the food crisis in Bandiagara, the community interest in WFP food assistance for the creation of assets is the most resilient factor.

Key words:

- 1 - Bandiagara**
- 2 - WFP**
- 3 - Food crisis**
- 4 - Crop year**
- 5 - Community resilience**

LISTE DES ABREVIATIONS

CICR :	Comité International de la Croix Rouge
CMDT :	Compagnie Malienne de Développement des Textile
CPS :	Cellule de la Planification et de la Statistique
CSA :	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP :	Cadre Stratégique National de Lutte contre la Pauvreté
FAO :	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture
FIDA :	Fonds International pour le Développement Agricole
HIMO :	Haute Intensité de Main d'Œuvre
OCB :	Organisations Communautaires de Base
OCHA :	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
ODIB :	Organisation pour le Développement des Initiatives de Base
ODRS :	Organisation pour le Développement Rural et Social
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ON :	Office du Niger
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONU :	Organisations des Nations Unies pour le Développement
OPIB :	Organisation pour les Initiatives de Base
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PIV :	Périmètre Irrigué Villageois
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
SAP :	Système d'Alerte Précoce
SDR :	Service du Développement Rural
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

SOMMAIRE

<i>Introduction</i>	6
<i>Objectifs et Hypothèse d'étude</i>	7
CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE LA CRISE ALIMENTAIRE AU MALI	8
1.1. Déroulement de la campagne 2013-2014.....	10
1.1.1. Pluviométrie.....	10
1.1.2. Crue des fleuves.....	11
1.1.3. Déprédateurs.....	11
1.2. Production de la campagne 2013-2014.....	12
1.2.1. Production des cultures pluviales, de décrue et des graminées sauvages.....	12
1.2.2. Riziculture.....	13
1.2.3. Contre saison.....	13
1.2.4. Production des cultures industrielles.....	14
1.2.5. Autres cultures de rente.....	15
1.2.6. Situation de l'élevage.....	15
1.3. Intervention du PAM.....	16
1.3.1. Principes fondamentaux des interventions.....	16
1.3.2. Ciblage.....	17
1.3.3. Information/formation.....	17
1.3.4. Actifs productifs.....	17
1.4. Enjeux des interventions du PAM.....	18
1.4.1. Impacts économiques.....	20
1.4.2. Impacts sociaux.....	21
1.4.2.1. Alimentation scolaire.....	21
1.4.2.2. Nutrition.....	21
1.4.3. Impact environnementaux.....	22
1.5. Questions de recherche.....	22
CHAPITRE II : MATERIELS ET METHODES	23
2.1. La méthode de collecte des données.....	23
2.2. L'échantillonnage.....	24
2.3. La compilation des données.....	25

CHAPITRE III: PRESENTATION DES RESULTATS.....	27
3.1. Etudes sociologiques.....	27
3.1.1. Niveau d'instruction des chefs de ménages.....	27
3.1.2. Composition du ménage.....	28
3.2. Situation économique des ménages ciblés.....	28
3.2.1. Sources de revenu.....	28
3.2.2. Dépenses alimentaires et non alimentaires des ménages.....	30
3.2.3. Approvisionnement et recours aux crédits.....	31
3.2.4. Accès à l'assistance et niveau de satisfaction.....	31
3.3. Cout d'opportunité de l'assistance.....	32
3.3.1. Vivres.....	32
3.3.2. Transfert monétaire.....	33
3.4. Utilisation de l'assistance.....	33
3.4.1. Vivre.....	33
3.4.2. Transfert monétaire.....	33
CHAPITRE IV: DISCUSSIONS ET ANALYSES	35
4.1. Perception des ménages bénéficiaires.....	35
4.2. Qualité de consommation alimentaire.....	36
4.2.1. Classe de consommation alimentaire.....	36
4.2.2. Score de diversité consommation.....	36
4.3. Les stratégies d'adaptation.....	37
4.3.1. Stratégies d'adaptation.....	37
4.3.2. Stratégies liées aux moyens d'existence.....	38
4.4. Analyse de la sécurité alimentaire.....	38
4.5. Perception des communautés.....	39
4.5.1. Connaissance générale et ciblage.....	40
4.5.2. Vérification et enregistrement.....	40
4.5.3. Distribution et performance.....	40
4.5.4. Comités de gestion et de plainte.....	40
4.5.5. Préférences des modalités.....	41
4.5.6. Choix et qualité des actifs.....	42
4.5.7. Pérennisation des actifs.....	42

<i>Conclusions</i>	43
<i>Bibliographie</i>	45
<i>Annexes</i>	47

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Situation des actifs de la production agricole.....	18
Tableau 2	Situation des actifs de gestion de l'environnement.....	18
Tableau 3	Situation des actifs de productions des infrastructures et équipements.....	18
Tableau 4	Présentation de la taille de l'échantillon.....	25
Tableau 5	Statut matrimonial par type de ménage.....	27
Tableau 6	Caractéristique statistiques du niveau d'éducation des chefs de ménage.....	27
Tableau 7	Répartition des revenus habituels par ménage.....	28
Tableau 8	Répartition des revenus actuels par ménage.....	29
Tableau 9	Analyse de l'apport monétaire des sources de revenu habituellement et actuellement.....	30
Tableau 10	Catégorisation des dépenses alimentaires par type de ménage.....	30
Tableau 11	Difficultés d'approvisionnement et les raison de l'endettement par genre et type de ménages	31
Tableau 12	Accès à l'assistance et niveaux de satisfaction.....	32
Tableau 13	Utilisation des vivres reçus par genre.....	33
Tableau 14	Utilisation du transfert monétaire par genre.....	34
Tableau 15	Perception par genre des ménages bénéficiaires sur les distributions.....	35
Tableau 16	Score de diversités alimentaires ventilées par sexe et type de ménages.....	37
Tableau 17	Indice de stratégies de survie réduit, ventilé par sexe et type de classes de consommation.....	37
Tableau 18	Composition du focus group par sensibilité sociodémographique.....	39

LISTE DES FIGURES

Figure 1	Classe de consommation alimentaire.....	36
Figure 2	Classe de stratégies d'adaptation.....	38
Figure 3	Classe de sécurité alimentaire ventilée par sexe et type de ménages....	39

INTRODUCTION

Ces cinq dernières décennies ont été marquées par des débats sur la crise alimentaire dans les pays en développement. L'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 prescrit que « toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de la famille notamment pour l'alimentation ». La déclaration du Millénaire pour le Développement a mis un accent particulier sur la sécurité alimentaire à travers ses objectifs « éliminer l'extrême pauvreté et la faim » et « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement ». Dans la même perspective, le sommet mondial de l'alimentation sur l'accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim, convoqué à Rome en novembre 1996, a attiré l'attention des organisations humanitaires comme le PAM et la FAO à éradiquer la faim dans tous les pays et à réduire de moitié le nombre de personnes sous alimentées. Dans le même ordre d'idée, l'union européenne et le PAM ont signé en février 2013 une convention de contribution d'un montant de 15 millions d'Euros pour la mise en œuvre d'un projet intitulé « Actions à courts et à moyen terme pour lutter contre la faim dans les régions en situation de crise alimentaire au Mali ».

Egalement, les agences de l'ONU notamment la FAO, le FIDA et le PAM ont mené des études visant à mieux comprendre la crise alimentaire. Suite à ces travaux de recherche, ces agences de l'ONU ont dévoilé les résultats qu'elles ont menés conjointement ou seule en vue d'élaborer des objectifs et indicateurs d'un nouveau paradigme de développement mondial en matières d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et nutrition.

Le 23 Mai 2014, la Directrice exécutive du Programme Alimentaire Mondial des nations unies (PAM) a conclu une mission de deux jours en république de Coré du sud pendant laquelle le défi faim zéro a été officiellement lancé à Séoul.

Cependant, en dépit de toutes ces conventions et déclarations, ou des interventions de différents projets d'appui à la sécurité alimentaire, les crises alimentaires dans les ménages demeurent toujours préoccupantes dans les communautés rurales au Mali. En tant qu'étudiant, nous serons ainsi conduits à aborder la question d'une intervention du PAM et ses partenaires dans un contexte de crise alimentaire.

A partir de ces considérations, quatre parties seront traitées pour mettre en évidence les intérêts théoriques et pratiques des questions de crise alimentaire dans le cercle de Bandiagara et l'assistance

humanitaire du PAM. Dans un premier temps, nous nous attacherons à la problématique de la crise alimentaire au Mali aussi bien que les résultats des études portant sur les contraintes de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Dans la deuxième partie, nous exposerons la question de recherche que nous avons formulée ainsi que dans l'hypothèse. Dans la troisième partie, nous décrirons la méthodologie adoptée. Et enfin, les deux dernières parties seront consacrées à la présentation des résultats et à la discussion des résultats.

BUT

Le but de notre recherche est la compréhension du mécanisme de l'intervention du PAM face à la crise alimentaire consécutive à la mauvaise campagne agricole 2013-2014 dans le cercle de Bandiagara au Mali.

Les interventions du PAM sont des stratégies d'adaptions dans les communautés vulnérables et affectées par la crise alimentaire à travers la distribution alimentaire pour la création des actifs communautaires.

Analyser les interventions du PAM susceptibles de répondre les crises alimentaires contribue à adapter les interventions aux besoins réels des communautés. Notre étude va contribuer à suggérer des pistes d'orientation pour les partenaires au développement dans l'élaboration de leurs plans d'actions destinées aux interventions dans le cercle de Bandiagara.

Elle (étude) vise à :

- Identifier les interventions adaptées au contexte écologique du cercle de Bandiagara;
- Identifier les besoins spécifiques des communautés en vue de pouvoir orienter les interventions en matière de sécurité alimentaire;
- Servir de référence pour autres partenaires voulant intervenir dans la thématique de la sécurité alimentaire dans le cercle de Bandiagara ;
- Favoriser la création des actifs communautaires durables tout en valorisant les pratiques et connaissances paysannes.

CHAPITRE I : PROBLEMATIQUE DE LA CRISE ALIMENTAIRE AU MALI

Depuis les années 1972, le Mali connaît une insécurité alimentaire qui compromet ses efforts de développement. Cette situation est causée essentiellement par des aléas climatiques, accès difficile des producteurs aux équipements, aux crédits, aux terres et aux intrants. A ceux-ci s'ajoutent les actions de déprédateurs, l'enclavement, les modes de production extensifs et la détérioration des termes de l'échange sur le plan mondial.

Au niveau pluviométrique, la répartition des pluies est très souvent irrégulière sur l'ensemble du territoire national. Le cumul pluviométrique de ces dernières années par rapport à la moyenne inter-annuelle des dernières décennies est toujours déficitaire¹.

La sécurité alimentaire a été retenue comme l'un des axes d'intervention prioritaires dans le document du Cadre Stratégique National de Lutte Contre la Pauvreté(CSLP) élaboré et mis en œuvre au Mali pour la période 2002-2006 puis révisé pour la période 2007-2011².

L'insécurité alimentaire chronique qu'a connue le Mali a été aggravée par les crises successives et cumulées liées à la mauvaise saison agricole 2011-2012. Cette dernière a touché l'ensemble du sahel en général et le Mali en particulier dans un contexte de crise politique et sécuritaire connu depuis 2 ans.

La mise en place de la réponse aux crises est confrontée à plusieurs défis notamment la longue tradition de développement dans le pays jusqu'avant les crises des trois dernières années, la faible présence des acteurs humanitaires sur le terrain, le manque de préparation des acteurs présents, voir la résistance de certains à adopter ou appuyer la mise en place d'une approche humanitaire et les contraintes d'accès du fait de l'insécurité dans le nord du Mali.

La réponse humanitaire dans le domaine de la sécurité alimentaire est caractérisée par la prédominance de l'aide alimentaire en nature. Cette assistance est essentiellement assurée par le PAM et CICR. Les

¹ CSA, 2019, « Evaluation des besoins de financement pour l'atteinte des OMD à l'horizon 2015 », rapport final, décembre.

² Evaluation définitive de la situation alimentaire du Mali, campagne agricole 2013-2014, Système d'Alerte Précoce

autres actions comme les transferts monétaires, appui à l'agriculture et à l'élevage sont limitées. Nous assistons également à un niveau de financement global des besoins en sécurité alimentaire de 70% et à une bonne efficacité de la réponse (selon OCHA, 95 % des bénéficiaires ciblés ont été assistés en 2013), mais de forte disparité existent dans la couverture des besoins entre l'aide alimentaire et l'agriculture/l'élevage (18% des besoins de financement obtenus en 2013).

Après une campagne agricole jugée dans l'ensemble comme bonne, l'irrégularité des pluies en 2013 a affecté de manière importante la campagne 2013-2014. Le cadre harmonisé qui s'est réuni en décembre 2013 a classé 11 cercles en situation de crise alimentaire (niveau 3), 11 cercles en situation à risque, et 24 cercles en situation normale (niveau 1). Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) a élaboré avec ses partenaires un plan d'actions qui comprend des distributions gratuites des vivres, des ventes de céréales à prix modéré et des appuis à l'agriculture et à l'élevage³.

En effet, la campagne agricole 2013-2014 a démarré dans une conjoncture marquée par :

- Une persistance de la crise sociopolitique qui a engendré un ralentissement économique;
- Une libération des régions nord du pays avec un début de retour des populations déplacées qui s'est intensifié avec la fermeture des classes dans les zones d'accueil en fin juin 2013;
- Un retour progressif de l'administration au nord du pays;
- Une situation socio-économique apaisée grâce à :
 - La bonne disponibilité des denrées alimentaires de base sur les marchés;
 - Un niveau de prix de céréales certes élevé mais nettement en dessous des niveaux record de l'année dernière;
 - Un niveau satisfaisant des stocks céréaliers au niveau ménage suite aux bons résultats de la campagne agricole 2012-2013;
 - Et la poursuite des appuis humanitaires et des actions de résilience.

Au démarrage de la campagne agricole, malgré les difficultés financières de l'Etat, la subvention des intrants aux producteurs a été maintenue. Ce qui est un facteur stimulant du monde rural.

Cependant, on a déploré :

- ✓ Le retard dans l'entretien des réseaux d'irrigation à ODRS-Manicoura et dans certains PIV de la région de Tombouctou;

³ Bulletins mensuels sur la sécurité alimentaire, Janvier 2014-Octobre 2014, Synthèse d'alerte Précoce (SAP)

- ✓ La faible disponibilité des intrants agricoles et du carburant dans la région de Tombouctou nécessitant l'intervention de partenaires au développement;
- ✓ L'insécurité résiduelle affectant l'installation des cultures dans certaines localités de la région de Tombouctou;
- ✓ Le départ des bras valides vers les zones d'orpaillage réduisant la disponibilité de la main d'œuvre pour les travaux agricoles notamment dans le cercle de Kangaba (Koulikoro) et dans le nord de la région de Kayes;
- ✓ L'installation tardive des pluies⁴.

1.1. Le déroulement de la campagne agricole 2013-2014

1.1.1. Pluviométrie

Le déficit pluviométrique a été observé pendant 03 mois de mai à juillet 2013. Ce déficit était caractérisé par la faiblesse des hauteurs et leurs mauvaises répartitions spatiotemporelles et n'a pas un démarrage effectif des installations des cultures en juin. C'est à partir du 20 juin que la situation s'est améliorée permettant un démarrage effectif et une intensification des opérations de cultures. En fin juillet, les relevés pluviométriques mensuels du 1^{er} mai au 31 juillet étaient déficitaires dans la plupart des stations d'observation. La bonne tendance entamée en fin juillet s'est poursuivie en août où des quantités importantes de pluies, bien réparties dans le temps et dans l'espace ont été enregistrées notamment dans le sud du pays. Ces pluies abondantes ont provoqué des inondations dans le district de Bamako et dans les régions de Kayes et Ségou, occasionnant des dégâts matériels et des pertes en vie humaine.

En fin août, malgré les déficits enregistrés en juin et juillet, le cumul des pluies du 1^{er} mai au 31 août était de normal à l'excédentaire dans la plupart des stations des chefs-lieux de cercle.

En septembre, la bonne tendance pluviométrique entamée en août s'est poursuivie en première décennie mais elle a été perturbée en deuxième décennie par une faiblesse des pluies dans certaines zones notamment les cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza(Mopti), Diéma et Nioro (Kayes), Nara (Koulikoro), Niafunké (Tombouctou). En troisième décennie, le déficit a persisté dans ces mêmes zones et dans la région de Gao. Le cumul des pluies du 1^{er} mai au 30 septembre était globalement normal excédentaire excepté dans les stations de Yanfolila, Bandiagara et Bankass où il est déficitaire.

⁴ Programme alimentaire Mondial (2012) : rapport d'enquête rapide de la sécurité alimentaire des ménages affectés par la sécheresse, Mali

En octobre, des pluies étaient encore nécessaires dans les zones où les cultures souffraient de stress hydrique d'une part et d'autre part pour permettre aux nombreux semis tardifs de boucler leur cycle. Cette attente a été comblée en maints endroits avec des dernières précipitations dans le pays⁵.

1.1.2. Crue des fleuves

La montée du niveau des eaux au niveau des grands bassins des fleuves Niger et Sénégal s'est amorcée à la troisième décennie du mois de juin avec des cotes décennales inférieures à celles de 2012 sur le Sénégal mais plus élevées sur le Niger excepté à Diré et en aval en fin de mois.

Elle s'est poursuivie en juillet avec un faible rythme et les cotes relevées à la 3^{ème} décennie étaient partout inférieures à celles de l'an passé et à celles de juillet 2011 sauf sur le fleuve Sénégal à Kayes où elles ont été plus élevées. Cette situation n'a pas permis une irrigation optimale des plaines de riz de submersion et des pépinières des PIV de la frange fluviale notamment ceux tributaires des bras du fleuve dans la région de Tombouctou. Au mois d'août, la montée d'eau a été franche à la deuxième décennie. En septembre, les hauteurs d'eau ont atteint des niveaux maxima sur tous les cours d'eau à l'exception du Niger à Mopti et en aval. Le niveau de remplissage des retenues d'eau de Sélingué et Manataly est satisfaisant.

Les cotes maximales de la crue ont été supérieures à celles de 2012 sur le Niger et inférieures sur le Bani et le Sénégal.

Une amorce de baisse de niveau a été constatée à partir de la troisième décennie de septembre. Le rythme de la crue a été rapide. La vitesse de retrait n'a pas été favorable pour un bon développement des poissons dans les frayères et une bonne inondation des mares et lacs dans les régions de Mopti et Tombouctou. Ainsi la crue est mauvaise au niveau de ces mares et lacs. Les surfaces inondées sont inférieures à celles de l'année dernière et à une année moyenne.

La décrue des cours d'eau se produit. A la date du 17 février 2013, les hauteurs d'eau sont nettement inférieures à celles de l'année dernière : 47cm contre 81cm sur le Niger de Koulikoro; 120cm contre 177cm sur le Bani à Mopti; 70cm contre 100cm sur le Sénégal à Bafing Makana. Elles sont inférieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau.

En perspective, la baisse de niveau devrait se poursuivre sur tous les cours d'eau et l'étiage risque

⁵ Note technique SAP-MALI, Février 2014

d'être sévère cette année. Le niveau observé à l'aval du barrage de Markala est nettement inférieur au débit minimum garanti qui est de 40cm³⁶.

1.1.3. Déprédateurs

Au cours de la campagne pluvieuse, la situation phytosanitaire a été caractérisée par :

- ✓ des manifestations de sautereaux, de chenilles et cantharides sur les cultures çà et là à travers le pays;
- ✓ des attaques d'iules sur le sorgho, maïs dans les régions de Koulikoro et Kayes et pucerons sur le melon et le niébé dans les cercles de Sikasso, Bougouni et Koutiala;
- ✓ l'apparition du Jacobiéla (piqueur-suceur) dans la zone CMDT de Bougouni causant des dégâts légers à moyens sur le cotonnier.

Les dégâts causés sur les cultures de riz, sorgho, maïs, légumineuse sont de légers à moyens suivant les zones.

Des traitements chimiques contre les sautériaux, chenilles et pucerons par le service de la protection des végétaux et des battues physiques contre les rongeurs ont été effectués. Le traitement aérien de 398 ha a également été effectué contre les oiseaux granivores en ON (Office du Niger) de Ségou.

On a assisté en Octobre-décembre à :

- des dégâts moyens à important des oiseaux granivores sur les cultures de gadiaba dans le Sahel Occidental dans les régions de Kayes (Diéma, Nioro, Yélimané) et Koulikoro (Nara) et par endroits sur le riz dans la bande du fleuve de Gao (Gabéro). Ces oiseaux constituent encore une menace pour la contre saison dans la région de Ségou;
- des dégâts légers à moyens des rats et singes sur les cultures de décrues à ségala (Kayes).
- La présence de la mouche blanche dans le cercle de Bougouni où des dégâts ont été enregistrés sur la tomate;
- Des dégâts légers à moyens des chenilles et rongeurs à Bourem (Gao);
- Des dégâts légers des chenilles, pucerons et sautériaux dans les cercles de Goundam et Niafunké (Tombouctou).

1.2. Production de la campagne 2013-2014

1.2.1 Production des cultures pluviales, de décrue et des graminées sauvages

La campagne agricole 2013-2014 a été caractérisée par un démarrage relativement tardif à cause d'une mauvaise pluviosité en début de saison. Les semis ont accusé du retard en mains endroits. Le taux de

⁶ Notes technique SAP-MALI, février 2014

semis tardifs était important dans presque toutes les grandes zones agricoles. Les réalisations sont inférieures à celles de l'année dernière aussi bien en cultures vivrières qu'en coton dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou. En fin septembre, l'aspect végétatif des plants était bon dans l'ensemble. Cependant, des cas de flétrissement sévère dus au stress hydrique étaient constatés dans les régions de Kayes (Diéma, Nioro, Yélimané), Koulikoro (Nara, Banamba), Mopti (Bandiagara, Djenné). Avec les forts taux de semis tardifs, des pluies étaient attendues en octobre pour permettre à ces cultures pluviales de boucler leur cycle. Cette attente a été en partie comblée avec des dernières précipitations dans le pays.

La production est moyenne dans l'ensemble excepté dans les cercles de Bandiagara, Djenné, Douentza (Mopti), Niafunké (Tombouctou), l'inter fleuve de la région de Ségou et en partie dans le nord de la région de Kayes où elle est mauvaise à très mauvaise.

Au niveau des mares et lacs dans les régions de Tombouctou et Mopti, les réalisations en cultures de décrues étaient supérieures à celles de l'année dernière. Cependant, le déficit pluviométrique de fin de saison a affecté les rendements et la production est restée globalement moyenne.

Les récoltes pour les tubercules (patate douce, igname manioc) dans la région de Sikasso ont été bonnes dans l'ensemble.

Les cueillettes de fonio sauvage et de cram-cram principalement dans le Gourma de Tombouctou et Gao sont jugées globalement moyenne à mauvaises à causes des pluies de septembre et de l'insécurité qui a limité la mobilisation des populations.

1.2.2. Riziculture :

Pour la riziculture, les emblavures en système de submersion (libre et contrôlée) ont été légèrement supérieures à celles de la campagne précédentes dans la région de Mopti et inférieures ailleurs à cause toujours du déficit pluviométrique en début de saison. Des pertes de superficies par suite de noyades ont été enregistrées en maints endroits. Le développement des cultures a connu un léger retard. Les récoltes sont partout terminées et les battages sont en cours. La production est globalement moyenne dans les régions de Ségou, Mopti et mauvaise dans celles de Sikasso, Tombouctou et de Gao.

En rizicultures de maîtrise d'eau, les emblavures ont été supérieures à celles de la campagne

précédentes à l'ON, sur les PIV de la région de Mopti. Elles sont inférieures dans les plaines de San, les PIV de la région de Tombouctou et presque identiques à l'OPIB et l'ODRS. Les opérations de battages se poursuivent. La production est moyenne à mauvaise voire très mauvaise dans les régions de Tombouctou, Gao, et moyenne à bonne à ailleurs.

1.2.3. Contre saison

Les productions des cultures de décrues de maïs et de sorgho sont moyennes dans la région de Kayes. Dans la région de Tombouctou, les perspectives sont très mauvaises dans les lacs Takara et Faguibine et moyennes à mauvaises ailleurs à cause de la mauvaise crue; L'installation des cultures est en cours. La contre saison de riz, de blé, d'orge, d'anis/cumin (Tombouctou) et celle du riz dans les zones ON, ODRS et ODIB se poursuit normalement. La campagne agricole de la contre saison de riz a démarré avec l'installation et l'entretien des pépinières ainsi que le labour et le repiquage. A la date du 10 février, la mise en valeur est de 382, 50 ha sur une prévision de 10 970 ha, soit un taux de 3,48%.

La campagne maraîchère a été par endroit affectée par la mauvaise pluviométrie. Le déficit d'eau dans les barrages et retenues a fortement diminué la production d'échalote sur le plateau dogon où la campagne s'est réduite à un cycle contre deux voire trois en année normale. A Sikasso, la pomme de terre a été affectée par la grande pluie de janvier (notamment dans la ceinture de Sikasso). Par contre dans les régions de Tombouctou, Gao et les cercles de Mopti, Djenné et Douentza, les réalisations ont été importantes grâce aux appuis des partenaires (CICR, Planète Urgence, IICN, Care, Handicap International, OXFAM...). La production maraîchère est mauvaise sur le plateau Dogon et moyenne à bonne ailleurs. Elle est l'activité dominante avec la réalisation de 7 354 ha sur une prévision de 10 970 ha, soit un taux de réalisation de 67,04%.b l'échalote représente 78, 80 % des superficies réalisées, suivies de la tomate (7, 36%), de la patate douce (4,46%), du piment (4,38%) et du gombo (2,34%) .

La production céréalière totale au titre de la campagne agricole 2013-2014 est de 5 437 293 tonnes soit une baisse de 9,43% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 18,54% par rapport à l'année dernière⁷.

Dans la région de Mopti, la production céréalière est moyenne à bonne dans tous les cercles excepté le cercle de Bandiagara où elle est mauvaise.

1.2.4. Productions des cultures industrielles :

Les réalisations en coton ont été inférieures de la campagne précédentes et aux objectifs à cause de l'installation tardive des pluies en début de campagne dans la région de Sikasso et le sud de celles de

⁷ Résultats provisoires EAC/ CPS-SDR

Ségou, Koulikoro et Kayes. La production est moyenne à bonne dans l'ensemble. Toutefois, elle est mauvaise dans certaines parties du cercle de Koulikoro à cause de l'utilisation de semences non adaptées. La campagne de commercialisation du coton graine et le paiement de l'argent aux producteurs étaient en cours ; Le prix fixé du premier choix de coton est de 250F/kg, estimé bon pour les zones pouvant fournir plus de qualité dans la production. Pour la campagne considérée, la plupart du coton est classée dans cette première catégorie.

1.2.5. Autres cultures de rente

Au titre des activités de diversification des revenus, au-delà de la culture d'arachide, celle de la pastèque prend de l'essor ces dernières années, de même que la culture du sésame soutenue par partenaires au développement. Les superficies en sésames ont augmenté mais le développement des cultures a souffert de l'arrêt précoce des pluies. Les récoltes ont été globalement moyennes pour l'arachide; moyennes à mauvaises pour le sésame de même que pour les pastèques et les Calebasses notamment dans la région de Ségou. Cependant, les prix sont assez rémunérateurs pour les producteurs.

1.2.6. Situation de l'élevage

Au sortir de l'hivernage, le disponible fourrager était normal à largement excédentaire dans l'ensemble. Toutefois, des poches éparses de déficit étaient enregistrées dans les régions de Ségou (Ségou, Macina), Mopti (Douentza), Tombouctou (Niafunké, Diré, Goundam et Tombouctou) et Gao (Gao, Ansongo, Ménaka). Ainsi, le niveau de la biomasse était dans l'ensemble inférieur à celui de l'année dernière excepté dans la région de Kidal et le cercle de Bourem (Gao) où il est légèrement meilleur. Des cas de feux de brousse ont été signalés par endroits dans le sahel occidental, dans la région de Ségou (communes de Dogofry et Sokolo dans le cercle de Niono et Falo dans celui de Bla) et Gao (Tin Hama, Ouattagouna, Bourra, Tessit dans le cercle d'Ansongo). En cette période de dégradation normale, l'état du pâturage exondé demeure moyen dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti et moyen à mauvais ailleurs. Quant aux pâturages inondés (bourgou et autres herbes aquatiques) qui constituent les pâturages de saison sèche, ils sont assez bien fournis dans le delta central du Niger. Le disponible fourrager est également renforcé par les résidus des récoltes encore abondants dans les zones rizicoles. Les conditions d'abreuvement sont moyennes à bonnes dans l'ensemble. L'état d'embonpoint des animaux demeurent partout satisfaisant.

Au titre des mouvements, les troupeaux sont actuellement concentrés dans les bourgoutières des régions de Mopti, Tombouctou, Gao; autour des points d'eau permanents et dans les zones de concertations habituelles au sud du pays. Cependant, il est à noter qu'à cause de l'insécurité résiduelle

dans la région de Tombouctou, certains troupeaux transhumants n'avaient pas pu remonter vers le nord et nord-ouest du lac Faguibine dans le cercle de Goundam et se sont concentrés autour du lac Télé et dans la frange fluviale. La situation zoo sanitaire était relativement calme mais on signalait des foyers suspects de :

- PPCB dans les régions de Ségou (Konodimini, cercle de Barouéli), Sikasso (Nafégué et Dioumaténé, cercle de Kadiolo), Tombouctou (cercle de Gourma Rharous et Niafunké);
- Variole caprine dans la région de Tombouctou (communes Nord et Douékiré dans le cercle de Goundam où 50% des caprins sont atteints);
- Healt Water dans la région de Tombouctou chez les animaux de retour du Burkina Faso au niveau des génisses gestantes et des taurillons à travers tout le cercle de Gourma-Rharous.
- Distomatose dans la vallée du fleuve (bourgoutières) ;

Des mesures de police sanitaire ont été prises. La campagne de vaccination contre les grandes épizooties se poursuit.

En perspectives, en raison des déficits signalés çà et là, la soudure risquerait d'être difficile pour le cheptel si l'hivernage prochain ne s'installe pas tôt.

1.3. Intervention du PAM

Dans le cadre du projet de résilience afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, l'assistance alimentaire pour la création d'actif demeure une composante principale du Programme Alimentaire Mondial (PAM Mali). Cette activité concerne la création des actifs ou la réhabilitation d'actifs. Toutes les activités sont réalisées en Haute Intensité de Main d'œuvre au sein de la communauté bénéficiaire (HIMO). Les travaux sont rémunérés par la distribution des vivres ou par le transfert monétaire. Il s'agit alors de faciliter l'accessibilité et la disponibilité des vivres pendant les périodes de soudure et stimuler l'économie locale après les récoltes.

1.3.1 Principes fondamentaux des interventions

Les principes humanitaires offrent les bases de toutes les interventions du PAM :

- **Humanité**

Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Programme Alimentaire Mondial, sous son aspect mondial, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à

faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

- **Impartialité**

Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité les plus urgentes.

- **Neutralité**

Afin de garder la confiance de tous, le mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.

- **Indépendance**

Le mouvement est indépendant. Auxiliaire des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leurs pays respectifs, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permet d'agir toujours selon les principes du mouvement.

1.3.2. Ciblage

La sélection et l'enregistrement des bénéficiaires, la définition et la validation des critères de ciblage ont été conduits par les communautés elles-mêmes avec l'appui des partenaires coopérants, YA G TU et GAAS Mali. La vulnérabilité et aptitude physique sont les critères utilisés. Il ressort que le ciblage a été juste, transparent et équitable. Cependant, il a été révélé quelques insuffisances. Certains ménages non-bénéficiaires enquêtés présentaient une situation de vulnérabilité précaire que certains ménages bénéficiaires.

1.3.3. Information/Formation

Une planification des activités a été conduite au début du projet avec les communautés en tenant compte du calendrier saisonnier. Certains projets ont démarré en retard. Les travaux ont été réalisés tout en respectant le déroulement normal des travaux agricoles domestiques. Les informations ont été passées à temps opportun au niveau des leaders des groupes et comités qui se chargeaient de la diffusion. Des séances de formations et /ou sensibilisations ont été conduites dans tous les villages enquêtés.

1.3.4. Actifs productifs

Le choix des actifs a été fait avec la participation des communautés, les ONG partenaires coopérants et les services techniques de l'Etat. Les communautés ont déclaré que les actifs répondent aux besoins de

la communauté et permettront d'accroître leurs productions, générer et ou accroître leurs revenus, améliorer la disponibilité de l'eau et la qualité de consommation alimentaire. La qualité de mise en œuvre des activités et le respect des normes des travaux seront suivis par les services techniques de l'Etat.

Les actifs créés sont de trois ordres :

Tableau 1 : Situation des actifs de productions agricoles

Types d'actifs	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux de réalisation
Dotation des producteurs en semences maraîchères	nbre	320	320	100
Formations techniques	nbre	300	300	100

Ce tableau fait ressortir le nombre de producteurs ayant bénéficié des semences et des formations techniques pour le maraîchage. A la lecture du tableau, nous ne constatons que les producteurs appuyés dans tout le processus de la création des actifs.

Tableau 2 : Situation des actifs de gestion de l'environnement

Types d'actifs	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux de réalisation
Reboisement	ha	24	24	100

Tableau 3 : Situation des actifs de productions des infrastructures et équipement

Types d'actifs	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux de réalisation
Micro barrage	nbre	3	3	100
Aménagement de parcelles rizicoles	ha	16	16	100
Aménagement de périmètres maraîchers	ha	5	5	100
Cônes maraichers	nbre	78	78	100

1.4. Enjeux de l'intervention du PAM

Créer un actif productif communautaire s'avère nécessaire pour le développement économique et social de tout pays en développement. Comme le soulignent les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD):

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leurs besoins nutritionnels pour leur permettre de mener une vie active et saine. »

De nos jours, la sécurité alimentaire ne paraît plus un luxe, mais plutôt un droit fondamental et une priorité urgente au développement.

La sécurité alimentaire répond à de nombreux objectifs nationaux et internationaux du développement, y compris la création des actifs communautaires et la rentabilité économique et sociale.

Par ailleurs, si l'éducation aide les femmes à identifier rapidement les symptômes des maladies de leurs enfants, à consulter un médecin et à agir, la sécurité alimentaire facilite ce processus de consultation sanitaire.

La sécurité alimentaire est une question complexe qui dépasse la production agricole.

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive, qui satisfait leur besoin nutritionnel pour leur permettre de mener une vie active et saine ». Ainsi définit lors du sommet mondial de l'alimentation des 13-17 novembre 1996, la sécurité alimentaire couvre quatre dimensions :

- **La disponibilité** de la nourriture au niveau national, régional et/ou local signifie que la nourriture est physiquement disponible parce qu'elle a été produite, traitée, importée ou transportée. Donc, la nourriture est disponible car elle peut être trouvée sur des marchés, parce qu'elle est produite dans des fermes ou des jardins, ou encore parce qu'elle provient de l'aide alimentaire. C'est la nourriture qui est visible, et dans la région.
- **L'accessibilité** de la nourriture est la façon dont les gens peuvent obtenir la nourriture disponible. Normalement, la nourriture est accessible par une combinaison de production domestique, de stocks, d'achats, de trocs, de cadeaux, d'emprunts ou d'aide alimentaire. L'accessibilité de la nourriture est garantie lorsque les communautés et les ménages, y compris la totalité des individus qui les composent, disposent des ressources adéquates pour se procurer les aliments nécessaires à un régime équilibré. Il dépend des revenus des ménages, de la

répartition de ces revenus au sein de la famille et du prix des denrées. Il dépend également des droits et prérogatives sociaux, institutionnels et commerciaux des individus, notamment de la répartition publique des ressources et des systèmes de protection et d'aide sociale.

L'accessibilité de la nourriture peut être restreinte par l'insécurité physique liée à une situation de conflit, par la capacité de résistance (emplois saisonniers à l'étranger) résultant de la fermeture des frontières ou par la disparition de la protection sociale dont bénéficient jadis les personnes à faibles revenus.

- **L'utilisation de la nourriture** est la façon dont les gens utilisent la nourriture et dépend de la qualité des aliments, leur stockage et leur préparation, des principes nutritionnels de base ainsi que de l'état de santé des individus les consommant. Certaines maladies ne permettent pas une absorption optimale des aliments, et la croissante nécessite une consommation accrue de certains aliments. L'utilisation de la nourriture est souvent réduite par des maladies endémiques, de mauvaises conditions d'hygiène, une méconnaissance des principes nutritionnels de base ou, encore par des traditions limitant l'accès à certains aliments en fonction de l'âge ou du sexe.
- **La stabilité des trois autres dimensions** dans le temps permet de prévenir les crises alimentaires. Les conditions climatiques défavorables (sécheresses, inondations), l'instabilité politique (troubles sociaux), ou les facteurs économiques (chômage, augmentation du prix des aliments) pourraient avoir un impact sur l'état de sécurité alimentaire⁸.

Ces dimensions couvrent un large éventail de facteurs constructifs de la sécurité alimentaire, en allant des qualités et des types suffisants d'aliments, en adéquation avec le revenu des individus ou des ménages, et de l'aptitude contenue à acheter ou à produire des aliments en qualités et en types suffisants, jusqu'aux méthodes de stockage, de transformation et de consommation, « Bénéficient d'une bonne alimentation et d'une bonne nutrition les personnes qui peuvent obtenir de la nourriture en qualité, en variétés et de qualité suffisantes pour assurer leur existence ». (PNUD, 2012, p.9). L'insécurité alimentaire existe donc à partir du moment où des aliments ne sont pas disponibles, où des individus ou des ménages ne disposent pas des moyens de se les procurer, lorsqu'ils ne sont pas disponibles en tout temps, et lorsque des individus ou des ménages n'ont pas la possibilité de les consommer.

1.4.1. Impact économique

L'assistance du PAM entraîne la baisse des prix des produits alimentaires pour une augmentation

⁸ PNUD (2012) : rapport sur le développement humain durable, P.9

significative du budget des ménages. Des études ont démontré que la sécurité alimentaire a des incidences sur le bien-être économique des ménages. Elle permet également d'accroître les ressources économiques dont disposent les ménages.

Un autre avantage de l'assistance du PAM est l'amélioration des dépenses liées à l'habillement, aux cérémonies et festivités (dont l'importance culturelle dans la construction du capital social est non négligeable), des produits pour l'hygiène personnelle ainsi que des équipements ménagers.

1.4.2. Impacts Sociaux

Outre l'importance de la protection sociale, la sécurité alimentaire a un impact direct sur l'alimentation scolaire et la nutrition.

1.4.2.1. Alimentation scolaire

Le PAM est un partenaire de l'éducation du Gouvernement du Mali à travers l'alimentation scolaire. Ce programme permet de réduire la faim et améliorer la sécurité alimentaire, notamment des enfants, développer le capital humain en incitant les enfants, en particulier les filles, à fréquenter l'école, d'autant que les produits alimentaires fournis favorisent la concentration et l'apprentissage⁹. L'alimentation scolaire peut, parce qu'elle réduit les coûts d'opportunité de la scolarisation, contribuer à lutter contre le travail des enfants car elles motivent les parents des ménages pauvres à scolariser les enfants qui leur servent de main-d'œuvre dès leur plus jeune âge (Ravallon et Wodon, 2000).

Les « programmes d'alimentation scolaire basés sur la production locale » consistent à s'approvisionner localement au lieu de recourir à des produits importés ou à l'aide alimentaire. Ils établissent un lien direct avec la protection sociale et la production agricole nationale en achetant les denrées aux agriculteurs locaux. Ce qui permet non seulement de distribuer des aliments que préfèrent les élèves mais de booster l'économie locale.

1.4.2.2. Nutrition

L'alimentation complémentaire est une forme de consommation alimentaire en faveur de certaines personnes, notamment des groupes particulièrement vulnérables que sont les enfants de six mois à cinquante-neuf mois, ainsi que les femmes enceintes et les femmes allaitantes. La sécurité alimentaire de ces groupes vulnérables ne découle pas de celle de leur ménage car ils ont des besoins nutritionnels spécifiques qui ne sont pas pris en compte au sein de la famille. Dans le cas des enfants, il s'agit du peu d'importance accordée à l'adéquation des aliments dont on les nourrit, à la forme et à la fréquence des

⁹ Pour plus de détail sur l'incidence des programmes d'alimentation scolaire sur la scolarisation, voir Grantham McGregor et al. (1998), Adelman et al. (2008), Bundy et al. (2009), et Alderman et al. (2012).

repas ainsi qu'au comportement des personnes qui s'occupent d'eux en matière de prévention des infections transmises par l'eau insalubre ou le manque d'hygiène personnelle.

Par ailleurs, l'alimentation complémentaire peut revêtir de formes diverses : il s'agit souvent d'un complément alimentaire ou d'une ration nutritive non cuisinée à emporter, ou bien d'un repas consommé sur place, au centre de santé ou dans une cantine populaire. La supplémentation suppose en général l'administration de certains micronutriments (vitamines ou minéraux) pour prévenir l'apparition observable de pathologies dues à leur carence, notamment la carence en vitamine A, en fer et en zinc. Ces micronutriments sont parfois inclus dans des distributions générales, mais dans la mesure du possible, devraient être distribués à la suite d'estimation régulière des besoins.

Pour les femmes et en particulier les plus jeunes filles, la période de la grossesse et celle qui précède le début de la procréation sont cruciales du point de vue nutritionnel, pour elles-mêmes et pour le développement intra-utérin de leurs enfants, pour qu'elle accouche de bébé en bonne santé, tout comme la période de l'allaitement. L'attention portée au droit à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes, y compris à la supplémentation en fer et en acide folique, peut être donc considérée comme une forme de « protection sociale ayant des retombées sur plusieurs générations ».

1.4.3. Impact environnemental

Le PAM a contribué et contribue à confectionner des cordons pierreux, Il s'agit des techniques de restauration de sol pour la rétention de l'eau et des fumures etc....

Cette technique permet d'accroître la production et limiter la perte en terre. En plus, elle permet la fertilisation des sols grâce à la décomposition des résidus végétaux. Cette fertilisation des sols est aussi soutenue par l'action des termites qui créent des couloirs dans les sols et à la surface des sols. Le relief créé par le pillage après la consommation par les termites suffit pour absorber une certaine quantité de pluie et pour diminuer le ruissellement.

1.5. Question de recherche

Pour faire ce mémoire, j'ai choisi des problématiques de recherche qui sont les suivantes :

L'assistance alimentaire gratuite du PAM permet-elle aux communautés de supporter les crises alimentaires ?

La création des actifs communautaires est-elle une stratégie de résistance aux chocs pour les communautés ?

Pour y répondre, j'ai émis l'hypothèse suivante :

L'assistance du PAM permet aux communautés d'accéder à la nourriture et d'assurer la stabilité des ménages pour préparer la nouvelle campagne agricole.

CHAPITRE II : MATERIELS ET METHODES

Cette seconde partie fait part de notre réflexion sur les approches méthodologiques. Elle explicite les hypothèses définies précédemment ainsi que les outils de collecte des données de même que la description de l'échantillon et l'administration du questionnaire dans les communes couvertes par les ONG partenaires d'exécution notamment l'ONG YA G TU et l'ONG GAAS Mali dans le cercle de Bandiagara.

2.1. La méthode de collecte des données

La méthodologie adoptée s'appuie sur deux démarches interactives : la recherche d'information d'une part par des enquêtes auprès de population et d'autre part auprès des autorités villageoises/communales, de personnes ressources au niveau villageois/communal et des marchés ; l'interprétation des données recueillies sur les plans qualitatif et quantitatif.

Deux types de questionnaires ont été élaborés pour collecter des données auprès des populations.

L'étude s'est déroulée en quatre phases :

1^{ère} phase : préparation de l'enquête

- Préparation des outils d'enquête (questionnaires) et élaboration de l'échantillonnage en novembre 2014.
- Collecte d'informations secondaires sur la sécurité alimentaire en 2013.

2^{ème} phase : enquêtes de terrain

- Réalisation des enquêtes dans les villages des communes de Bandiagara :
 - 04 Communes couvertes pour 06 villages par l'ONG YA G TU :
Wadouba (Boundou), Soroly (Koundougou), Dandoli (Pouroy et Wendéguélé), Kendié (Tuol et Dianga),

- 03 Communes couvertes pour 04 villages par l'ONG GAAS Mali :
Ondougou (Guinekanda et Tégou) , Muétumo (Damada) et Segué Iré (Danagari).

3^{ème} phase : exploitation des données

- Saisie des données et validation des informations recueillies pendant l'enquête.
- Synthèse des informations villages et ménages recueillies.
- Traitement statistique des données.
- Interprétation des résultats.

2.2. L'échantillonnage

Il est important de rappeler que l'opération concerne le cercle de Bandiagara affecté par le manque de pluie lors de la campagne agricole 2013-2014 qui se répartit principalement entre 21 communes décentralisées : Bandiagara, Borko, Dandoli, Diam nati, Dogani béré , Doucombo, Dourou, Kende, Kendié, Muetoumo, Ondougou, Sangha, Pelou, Ségué Iré, Soroly, Wadouba, Bara Sara, Lawol gueou, Pignari , Pignari Bana , Timiniri.

La méthode arrêtée est celle d'un échantillonnage stratifié. La définition des unités d'échantillonnage s'est faite à cinq niveaux :

- Premier niveau constitué des zones affectées (en difficulté alimentaire et difficulté économique) ;
- Deuxième niveau (à l'intérieur de la zone concernée) : l'unité d'échantillonnage est le cercle (au nombre de 01) ;
- Troisième niveau (à l'intérieur du cercle) : les unités d'échantillonnage sont les communes (au nombre de 7 communes) ;
- Quatrième niveau (à l'intérieur des villages au nombre de 10) : les unités d'échantillonnage sont les ménages (au nombre de 60 ménages dont 40 ménages bénéficiaires et 20 ménages non bénéficiaires).

Les différentes sécheresses (1973, 1984, 2005, 2010,2012) suivies d'une série d'années déficitaires dans la région Mopti ont mis en évidence des crises latentes dans l'organisation de l'espace et des systèmes de production.

La diversité des modes d'organisation et de stratification sociales, la complexité des systèmes de production liant les différentes composantes socioprofessionnelles et les relations homme/milieu naturel (modes d'accès aux sols et aux points d'eau et type de prélèvement des ressources végétales) sont assez exemplaires pour illustrer des problématiques de moyens d'existence des ménages.

Le changement de mentalité (ouverture sur le monde extérieur, pluriactivité etc.) induit par la diminution des ressources naturelles en général et les formes des nouvelles relations que cela a pu générer entre agriculteurs, éleveurs et agro-pasteurs, n'ont pas partout la même intensité dans les différentes zones affectées.

A la lumière des axes de réflexion susmentionnés et dans le souci d'une meilleure prise en compte de la spécificité des conditions agro-écologiques du cercle de Bandiagara, nous avons privilégié la valorisation sous-zonale de l'information pour mieux camper les problématiques. Cette approche a l'avantage de caractériser la dimension des différentes perceptions dans la gestion traditionnelle propre à chaque espace de production. Ainsi, le schéma, de l'analyse et de la rédaction du présent mémoire s'est fait sur la base des zones agro-pastorales du cercle de Bandiagara, cercle lacustre.

Pour pouvoir contrôler la qualité des données sur les indicateurs de sécurité alimentaire, un groupe témoin a été identifié. En effet lors de chaque passage de l'enquête dans un village, 2 ménages non-bénéficiaires ont été interrogés et 4 ménages bénéficiaires. Ainsi 40 ménages bénéficiaires et 20 ménages non-bénéficiaires ont été enquêtés soit un total de 60 ménages tel que cela ressort du tableau qui suit.

Tableau 4 : présentation de la taille de l'échantillon

Région	Cercle	Commune	Type de ménage		Sexe du chef de ménage		Ensemble	Focus Groupe
			Ménages bénéficiaire	Ménages non bénéficiaires	Masculin	Féminin	Total	
Mopti	Bandiagara	Wadouba	4	2	5	1	6	2
		Soroly	4	2	4	2	0	2
		Dandoli	8	4	7	5	12	2
		Kendié	8	4	9	3	12	2
		Ondougou	8	4	10	2	12	2
		Muétoumo	4	2	4	2	6	2
		Segué Iré	4	2	4	2	6	2

Total	40	20	43	17	60	14
-------	----	----	----	----	----	----

2.3. La compilation des données

Les données ont été compilées à deux niveaux : données ménages et données communautaires

❖ Données ménages

Elles ont été collectées par le biais d'un questionnaire ménage soumis tant aux bénéficiaires des activités de résilience qu'aux non-bénéficiaires. Le questionnaire a été renseigné par le chef de ménage ou son représentant (épouse ou toute autre personne de plus de 18 ans dans le ménage pouvant donner les renseignements demandés). L'enquête ménage a pour objectif de mesurer à grande échelle les aspects tels que : l'accès à l'assistance et les modalités d'assistance (vivre, transfert monétaire), les conditions de réception et ses coûts d'opportunité, l'utilisation de l'assistance, la satisfaction des bénéficiaires, la sécurité alimentaire des ménages (sources de revenus, de nourritures et stratégie de survie etc.) et la sécurité des bénéficiaires sur les sites de distribution. Les questionnaires ont été administrés auprès de la cible en utilisant les smartphones. Ce qui a facilité le traitement des données.

❖ Données communautaires

Ces données ont été collectées à travers un entretien de groupe animé auprès des personnes ressources (leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, chefs de villages, organisations communautaires, femmes enseignantes, etc.). L'objectif du groupe de discussion était de recueillir des communautés bénéficiaires des informations sur le processus de ciblage et d'enregistrement, la performance du processus de distribution, la procédure de traitement des plaintes pour les bénéficiaires ne pensant pas être dans leur droit, les types d'assistance préférée (vivres, transferts monétaires ou mixte), ainsi que l'implication de la communauté dans le choix des actifs créés ou réhabilités au profit de la communauté, la pertinence et la pérennisation des actifs.

Par ailleurs, après la collecte les données ont été transférées vers le serveur ensuite exportées sur Excel pour apurement. Les données apurées ont été importées sur SPSS pour analyse.

CHAPITRE III : PRESENTATION DES RESULTATS

Ce chapitre présente la description des résultats . Il s'agit d'examiner, du point de vu de l'insécurité alimentaire, l'impact de l'assistance du PAM sur la résilience communautaire en situation de crise alimentaire suite à la mauvaise campagne agricole consécutive 2013-2014 dans le cercle de Bandiagara.

3.1. Etudes sociologiques des ménages

Les tableaux ci-dessous présentent les données socio-démographiques relatives aux ménages. L'observation des résultats montre que les ménages enquêtés sont des sujets résidents dirigés majoritairement par des hommes soit 70% âgés en moyenne de 44 ans. Les femmes représentent 3/10^{ème} de l'échantillon avec une moyenne d'âge de 42 ans.

Tableau 5 : Statut matrimonial par type de ménages

Types de ménages et sexe du chef de ménage	Marié monogame	Marié polygame	Séparé divorcé	Veuf/veuve	célibataire	Ensemble
Ménages bénéficiaires	45,9%	47,1%	1,2%	4,5%	1,2%	100%
Ménages non bénéficiaires	49,2%	41,5%	0,8%	7,6%	0,8%	100%
Masculin	53,3%	43,1%	0,8%	1,2%	1,6%	100%
Féminin	31,4%	50,5%	1,9%	16,2%	0,0	100%
Ensemble	46,9%	45,3%	1,1%	5,6%	1,1%	100%

3.1.1. Niveau d'instruction des chefs de ménage

Les résultats du tableau 6 montrent que 57,2% des chefs de ménage n'ont pas été scolarisés y compris l'école coranique. Les statistiques descriptives montrent que la part des femmes non instruites soit 73,3% est plus prononcée que celle des hommes soit 50,6%. Il faut signaler que 22,3% des ménages bénéficiaires ont au moins une fille de 6 à 14 ans non scolarisée et 20,3% un garçon de 6 à 14 ans non scolarisé.

Tableau 6 : Caractéristiques statistiques du niveau d'éducation des chefs de ménage

Types de ménages et sexe du	Aucun	Alphabétisé	Primaire	Secondaire	Secondaire Supérieur	Ensemble
-----------------------------	-------	-------------	----------	------------	----------------------	----------

chef de ménage	ou		1 cycle		2 cycle		
	Coranique						
Ménage bénéficiaire	57,9%	25,6%	8,7%	4,5%	3,3%	0,0%	100%
Ménage non bénéficiaire	55,9%	24,6%	11,9%	5,1%	0,0%	2,5%	100%
Masculin	50,6	29,8%	10,6%	5,5%	2,4%	1,2%	100%
Féminin	73,3%	14,3%	7,6%	2,9%	1,9%	0,0%	100%
Ensemble	57,2%	25,3%	9,7%	4,7%	2,2%	0,8%	100%

3.1.2. Composition du ménage

En ce qui concerne la taille des ménages, la composition se présente comme suite : 100% des personnes enquêtées viennent des ménages de 3 à 12 personnes. Ils sont en moyenne 12 personnes dans leurs ménages dont 6 femmes et 6 hommes. 24,4% ont au moins une femme enceinte et 55,8% une femme allaitante dans leurs ménages.

3.2. Situation économique des ménages

3.2.1. Sources de revenu

La réduction de la pauvreté passe en priorité par l'accroissement des potentiels de revenus monétaires des bénéficiaires et les non-bénéficiaires. Cela suppose, entre et autres, l'amélioration de la productivité et la diversification des activités, le désenclavement des zones de production et le développement des échanges commerciaux¹⁰.

De façon habituelle, les principales sources de revenu pour les bénéficiaires et les non-bénéficiaires sont : la production et la vente des produits agricoles, autre (travaux journaliers non agricoles) l'élevage. L'artisanat et les travaux journaliers occupent une part non négligeable au titre des sources de revenu. Les deux principales sources de revenu génèrent en moyenne 16.016 FCFA, 10.324 FCFA pour les ménages bénéficiaires et 28.435 FCFA, 18.684 FCFA pour les ménages non-bénéficiaires.

Tableau 7 : Répartition des revenus habituellement par ménages

Sources de revenu	Habituellement				
	Homme	Femme	Bénéficiaires	Non bénéficiaires	Ensemble
Aide, dons, mendicité	0,8%	1,0%	0,4%	1,7%	0,8%
Artisan	3,1%	3,8%	4,1%	1,7%	3,3%
Transfert monétaire PAM	0,4%	1,0%	0,8%	0,0%	0,6%
Commerce/ revente produits alimentaires animaux détaillants	2,7%	1,0%	2,5%	1,7%	2,2%
Commerce/ revente produits alimentaires animaux grossiste	0,0%	2,9%	1,2%	0,0%	0,8%
Commerce/ revente produits non alimentaires détaillants	1,6%	0,0%	1,2%	0,8%	1,1%

¹⁰ Rapport sur la pauvreté des enfants et l'inégalité au Mali.

Commerce/ revente produits non alimentaires grossiste	0,0%	1,9%	0,4%	0,8%	0,6%
Employé/ salarié non fonctionnaire	2,0%	3,8%	2,5%	2,5%	2,5%
Emprunts et dettes	0,4%	0,0%	0,0%	0,8%	0,3%
Fonctionnaires agents Etat	0,8%	0,0%	0,0%	1,7%	0,6%
Autres	26,3%	25,7%	27,3%	23,7%	26,1%
Ouvrier travailleur journalier agricole	1,6%	0,0%	0,8%	1,7%	1,1%
Ouvrier travailleur journalier non agricole	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pension retraite	0,4%	0,0%	0,0%	0,8%	0,3%
Petits métiers	6,3%	0,0%	4,5%	4,2%	4,4%
Plus d'activité	0,0%	1,0%	0,4%	0,0%	0,3%
Production/vente des produits agricoles hors maraichers	43,9%	47,6%	43,0%	49,2%	45,0%
Production/vente des produits d'élevage	3,5%	1,9%	2,9%	3,4%	3,1%
Production/vente des produits maraichers	2,4%	2,9%	2,9%	1,7%	2,5%
Production/vente des produits de pêche	0,4%	0,0%	0,4%	0,0%	0,3%
Transfert d'argent	1,2%	4,8%	1,7%	3,4%	2,2%
Transport	0,8%	0,0%	0,8%	0,0%	0,6%
Location voiture maison autres	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 8 : Répartition des revenus actuellement par ménages

Sources de revenu	Actuellement				
	Homme	Femme	Bénéficiaires	Non bénéficiaires	Ensemble
Aide, dons, mendicité	1,6%	0,0%	0,0%	3,4%	1,1%
artisan	1,6%	2,9%	1,7%	2,5%	1,9%
Transfert monétaire PAM	47,8%	42,9%	67,4%	3,4%	46,4%
Commerce/ revente produits alimentaires animaux détaillants	0,0%	1,9%	0,8%	0,0%	0,6%
Commerce/ revente produits alimentaires animaux grossiste	0,4%	2,9%	1,7%	0,0%	1,1%
Commerce/ revente produits non alimentaires détaillants	1,4%	0,0%	0,0%	0,8%	0,3%
Commerce/ revente produits non alimentaires grossiste	1,2%	1,9%	1,7%	5,9%	2,5%
Employé/ salarié non fonctionnaire	2,7%	1,9%	0,8%	2,5%	2,5%
Emprunts et dettes	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fonctionnaires agents Etat	0,8%	0,0%	0,0%	1,7%	0,6%
autres	2,9%	8,6%	7,9%	19,5%	11,7%
Ouvrier travailleur journalier agricole	1,6%	1,0%	0,4%	3,4%	1,4%
Ouvrier travailleur journalier non agricole	0,0%	1,0%	0,0%	0,8%	0,3%
Pension retraite	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Petits métiers	2,7%	0,0%	1,7%	2,5%	1,9%
Plus d'activité	2,0%	2,9%	2,1%	2,5%	2,2%
Production/vente des produits agricoles hors maraichers	13,7%	16,2%	8,3%	27,1%	14,4%
Production/vente des produits d'élevage	0,8%	1,0%	0,4%	1,7%	0,8%
Production/vente des produits maraichers	1,2%	3,8%	2,1%	1,7%	1,9%
Production/vente des produits de pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Transfert d'argent	4,7%	10,5%	1,2%	16,9%	6,4%
Transport	1,2%	0,0%	0,8%	0,8%	0,8%

Location voiture maison autres	0,4%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%
--------------------------------	------	------	------	------	------

Actuellement, les principales sources de revenus monétaires des ménages bénéficiaires sont la distribution du transfert monétaire, production et vente de produits agricoles hors-maraichage. Leur revenu a augmenté. Ils ont déclaré un revenu moyen respectif de 58. 901 FCFA, 17.116 FCFA avec médiane 39.000 FCFA, 15.000 FCFA.

L'analyse par sexe montre que l'apport monétaire moyen des hommes chefs de ménages est plus important que celui des femmes chefs de ménages habituellement et actuellement.

Tableau 9 : Analyse de l'apport monétaire des sources de revenu habituellement et actuellement

Apport monétaire		Habituellement				Actuellement			
		Revenu1	Revenu2	Revenu3	Revenu4	Revenu1	Revenu2	Revenu3	Revenu4
Ménage bénéficiaire	Moyenne	16 016	10 324	5 455	2 984	58 901	17 116	7 590	2 008
	Médiane	10 750	7 500	0	0	39 000	15 000	3 000	0
Ménage bénéficiaire	Moyenne	28 435	18 684	6 038	160	34 631	13 065	6 344	0
	Médiane	15 000	10 500	0	0	15 000	10 000	0	0
Masculin	Moyenne	20 730	14 293	6 020	1 755	55 461	15 664	7 841	1 194
	Médiane	15 000	8 500	0	0	39 000	10 000	3 000	0
Féminin	Moyenne	18 536	10 452	5 116	2 725	40 895	16 383	7 076	1 842
	Médiane	10 000	7 750	0	0	25 000	12 500	0	0
Ensemble	Moyenne	20 086	13 023	5 629	2 191	51 137	15 888	7 305	1 477
	Médiane	12 500	8 000	0	0	39 000	11 500	2 000	0

Les principales occupations des chefs de ménages sont la production et la vente de produits agricoles, maraîchers et artisanat. 1/3 des ménages enquêtés ont enregistré des pertes de revenu à cette période par rapport à l'année passée. Les deux principales activités déclarées par les ménages sont la vente de produits agricoles et maraîchers. Les 2/3 des bénéficiaires ont affirmé être confrontés à des contraintes qui pèsent sur leur AGR (Activité Génératrice de Revenu). Les deux principales contraintes évoquées sont : manque de transfert monétaire pour investir/acheter des stocks et manque d'opportunité d'emploi.

3.2.2. Dépenses alimentaires et non alimentaires des ménages

La lecture du tableau ci-dessous montre que 75 % des dépenses sont alimentaires. Les ménages bénéficiaires et les chefs de ménages femmes ont une part plus élevée que les ménages non bénéficiaires et les chefs de ménages hommes.

Tableau 10 : Catégorisation des dépenses alimentaires par type de ménage

Types de ménage	Dépenses directes	Dépenses indirectes	Dépenses alimentaires mensuelles	Dépenses non alimentaires mensuelles	Total des dépenses	Part des dépenses alimentaire
-----------------	-------------------	---------------------	----------------------------------	--------------------------------------	--------------------	-------------------------------

					mensuelles	Part moyenne	< 50%	50- 65 %	65-75 %	> 75%	Total
Ménage bénéficiaire	46 980,9	24 988,70	71 969,60	8 938,60	94 078,10	77	6,9%	11,20%	15,50%	66,40%	100%
Ménage non bénéficiaire	39 998,7	15 907,70	55 906,40	8 251,00	83 484,00	70,4	15,90%	14,20%	17,70%	52,20%	100%
Masculin	43 316,50	26 409,30	69 725,80	8 867,50	96 198,50	73,6	11,20%	13,50%	17,40%	57,90%	100%
Féminin	48 033,40	11 333,40	59 366,80	8 338,50	77 022,70	77,8	6,80%	8,70%	13,60%	70,90%	100%
Ensemble	44 692,30	22 012,20	66 704,40	8 713,20	90 605,60	74,9	9,90%	12,20%	16,20%	61,70%	100%

3.2.3 Approvisionnement et recours au crédit

Au regard du tableau 11, nous constatons que 1/3 des ménages ont déclaré rencontrer des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires au cours des (six) derniers mois. Les deux principales raisons sont : la faible récolte/pas de récolte, et le prix des denrées trop élevés.

Les principales sources d'approvisionnement de la nourriture non-achetée sont :

- ménages bénéficiaires : dons humanitaires, dons des parents, amis et voisins;
- ménages non-bénéficiaires : propres productions, dons des amis, proches et voisins.

35,3% des ménages se sont endettés au cours des six (6) derniers mois pour des raisons suivantes :

- l'achat de produits alimentaires pour 66,4%;
- l'achat d'autres biens de consommation (non alimentaire) pour 40 %;
- l'achat des intrants agricoles pour 17,5%.

Ils ont l'habitude d'emprunter de l'argent et/ou de la nourriture principalement auprès des voisins et amis et les boutiquiers du village. Les parents et amis ont une part non négligeable (12%). Ils payent ces dettes principalement en vendant une partie de la récolte, ou en offrant leur force de travail. 5% ont utilisé le transfert monétaire pour le remboursement de leurs dettes.

Tableau 11 : difficultés d'approvisionnement et les raisons de l'endettement par genre et type de ménages

Indicateur	Masculin	Féminin	Bénéficiaires	Non Bénéficiaires	Total
Les raisons de difficultés d'approvisionnement					
Difficultés d'approvisionnement	33,3%	32,4%	31,8%	35,6%	33,1%
Faible récolte/pas de récolte	29,8%	23,8%	27,3%	29,7%	28,1%
Pas/peu de céréales sur le marché	2,4%	2,9%	2,5%	2,5%	2,5%
Prix des denrées alimentaires trop élevé	18,8%	16,2%	18,2%	17,8%	18,1%
Perte de revenu	5,9%	10,5%	5,0%	11,9%	7,2%
Baisse du prix des bétails	3,1%	1,0%	2,5%	2,5%	2,5%

Les commerçants ne vendent plus à crédit	2,4%	2,9%	1,7%	4,2%	2,5%
Partage	0,4%	0,0%	0,0%	08%	0,3%

3.2.4 Accès à l'assistance et niveau de satisfaction

100 % des ménages enquêtés ont reçu du transfert monétaire et 73% des vivres (parce que certains villages enquêtés n'avaient pas encore reçu de vivres). L'analyse des données montre que certains ménages enquêtés ont reçu d'autres formes d'assistance du PAM telles que la MAM pour les enfants de 6-59 mois pour 25 %, MAM FEA pour 17,2 % et la cantine scolaire 16,4 %.

Les céréales reçues par les ménages ont été consommées en moyennes trois (3) semaines soit 20 jours avant épuisement de la ration. Les trois autres denrées distribuées (légumineuse, huile et sel) l'ont été en 15 jours.

Tableau 12 : Accès à l'assistance et niveaux de satisfaction

Accès à l'assistance et niveau de satisfaction %				
Assistances reçues du PAM		Epuisement de la ration		
Ménages ayant reçu des vivres	73%	Denrées	Moyen	Médiane
Ménages ayant reçu du transfert monétaire	100%	Céréale	20,8	20,0
Ménages ayant reçu des MAM enfant	25%	Légumineuse	16,6	15,0
Ménages ayant reçu des MAM FEFA	17,2%	Huile	17,6	15,0
Ménages ayant bénéficié des cantines scolaires	16,4%	sel	17,6	15,0
Conformité ration et qualité des denrées reçues				
Types de denrées reçues	Oui	Non	Bon	Moyenne
Céréale	95,9	4,1	100	0,0
Légumineuse	99,5	0,5	79,0	21,0
Huile	98,4	1,4	100,0	0,0
sel	98,4	1,4	99,4	0,6

Au niveau du tableau 12, nous constatons que la majorité (plus 95%) des bénéficiaires a déclaré que les quantités reçues sont conformes à la ration due et ont jugé les denrées distribuées de bonne qualité. Cependant près de ¼ des bénéficiaires estiment que les légumineuses avaient une qualité moyenne, ce type de légumineuse n'entrant pas dans leurs habitudes alimentaires.

3.3. Cout d'opportunité de la réception de l'assistance

3.3.1. Vivres

Les vivres ont été directement distribués pour la plus part des bénéficiaires. La date et l’horaire de distribution ont été communiqué par les ONG partenaires, le chef de village et la communauté (crieur public etc.). Les principales activités du ménage temporairement abandonnées pour participer aux activités sont les travaux champêtres, l’élevage et domestiques y compris la garde des enfants. 94,6% n’ont pas eu de problèmes avec la distribution. Ceux qui sont d’avis contraire ont évoqué la lenteur de la distribution. Aucun bénéficiaire n’a eu à payer de l’argent pour être enregistré ou recevoir des rations.

3.4. Utilisation de l’assistance

3.4.1. Vivres

Les différences denrées reçues par les ménages ont été consommées à plus de 80%. 18% des quantités sont encore en stock (certains villages avaient reçu des vivres moins de 10 jours avant l’enquête). Le restant a été partagé. L’analyse par sexe montre que la plus part consommée dans les ménages dirigés par les femmes est plus élevée que celle des chefs de ménages hommes.

Tableau 13 : Utilisation des vivres reçu par genre

Type d’utilisation	Céréale			Huile végétale			Légumineuse			Sel		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Consommés	76,7	84,2	79,3	75,9	94,9	82,5	78,6	84,3	80,6	78,1	86,0	81,0
Vendus	0,0	1,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Echangés avec d’autres denrées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Païement de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons/partages	2,2	1,4	1,9	2,0	1,1	1,6	2,0	1,0	1,5	4,3	0,2	2,6
Nourrir les animaux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Perdus par vol, mauvais stockage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Encore en stock	23,7	14,6	20,4	20,6	13,5	18,0	20,2	15,0	18,3	16,8	12,7	15,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4.2 Transfert monétaire

Les principales utilisations faites de l’argent reçu du PAM sont : achat de la nourriture, d’intrants agricoles. Il est à noter que les dépenses de santé, habillement (la distribution du transfert monétaire a été faite à l’approche de la fête de Ramadan) le remboursement de dette occupe une part non négligeable .L’analyse par sexe a fait ressortir que les femmes chef de ménage ont plus utilisé le transfert monétaire reçu du PAM dans la nourriture. La part des hommes chef de ménage pour l’achat des intrants agricoles est plus élevée que celle de femmes chef de ménage.

Tableau 14 : Utilisation du transfert monétaire par genre

Poste d'utilisation du transfert monétaire par genre	Masculin			Féminin			Ensemble		
	Moyenne (CFA)	(en)	Part	Moyenne (CFA)	(en)	Part	Moyenne (CFA)	(en)	Part
Nourriture	28258,6		46,6	29304,1		51,4	28578,3		48,1
Frais médicaux	3287,4		5,4	4470,9		7,8	3649,3		6,1
Frais scolaire	387,2		0,6	395,9		0,7	389,9		0,7
Remboursement de dette	2286,0		3,8	4741,2		8,3	3036,8		5,1
Intrants agricoles	9889,9		16,4	4239,9		7,4	8162,2		13,7
Biens ménagés	2734,2		4,5	2833,8		5,0	2764,7		4,7
Habillement	4000,3		6,6	3077,0		5,4	3718,0		6,3
Epargne	1196,1		2,0	2066,5		3,6	1462,3		2,5
Cadeaux	1466,1		2,4	824,3		1,4	1269,8		2,1
Frais de transport	253,6		0,4	348,0		0,6	282,4		0,5
Autres	6634,8		11,0	4685,7		8,2	6051,7		10,2

CHAPITRE IV : DISCUSSION ET ANALYSES

Cette partie sera consacrée à la discussion relative à la distribution alimentaire et se rapportant aux

questions de recherche. Il s'agit de d'interpréter les résultats, les analyses statistiques et l'analyse de contenu en lien avec la perception des ménages bénéficiaires sur la distribution alimentaire du PAM. Les questions étaient formulées comme suite :

Question I : l'assistance alimentaire du PAM permet-elle aux communautés de supporter les crises alimentaires ?

Question II : la création des actifs communautaires est-elle une stratégie de résister aux chocs pour les communautés

4.1. Perception des ménages bénéficiaires sur la distribution alimentaire

81,0% des bénéficiaires ont affirmé connaître la ration alimentaire à laquelle ils ont droit. 89,7% pensent que la distribution s'est déroulée en toute sécurité. Plus de 90% des bénéficiaires n'ont ni attendu ni subi des cas de conflit et n'ont pas eu à faire face à des problèmes pendant la distribution. Cependant, la longue attente sur le site a été évoquée par 66% des bénéficiaires. Unanimement tous les ménages bénéficiaires enquêtés savent comment les plaintes sont gérées.

Tableau 15 : perception par genre des ménages bénéficiaires sur les distributions

Indicateurs	Masculin		Féminin		Ensemble	
	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Connaissance de ration	15,5%	84,5%	27,0%	73,0%	19,0%	81,0%
Sécurité sur le site	93,5%	6,5%	81,1%	18,9%	89,7%	10,3%
Cas de litiges conflits au sein de votre famille	97,0%	3,0%	85,1%	14,9%	93,4%	6,6%
Problème pendant la distribution	94,6%	5,4%	86,5%	13,5%	92,1%	7,9%
Longue attente sur le site	33,3%	66,7%	100,0%	0,0%	68,4%	31,6%
Savez-vous comment rapporter les plaintes	0	100%	0	100%	0	100%

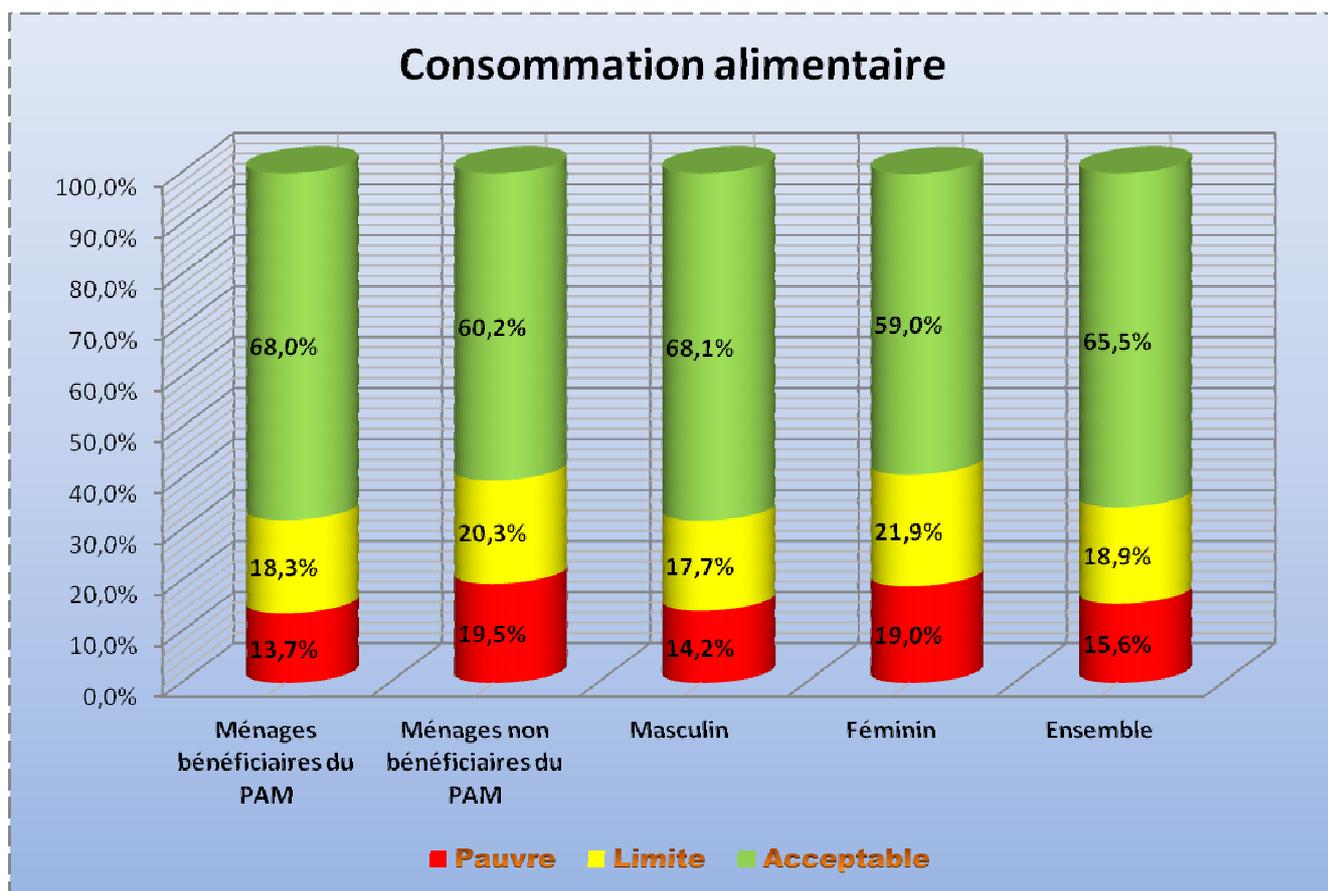
4.2 Qualité de consommation alimentaire

4.2.1. Classe de consommation alimentaire

Globalement 65,5% des ménages ont un score acceptable, 18,9% un score limite et 15,6% un score

pauvre. La qualité de la consommation alimentaire des ménages bénéficiaires est meilleure que celle des non-bénéficiaires. Les ménages dirigés par des hommes présentent une meilleure qualité de consommation alimentaire que ceux dirigés par des femmes.

Figure 1 : Classe de consommation alimentaire



Les trois repas quotidiens ont été consommés par les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires quels que soit leur âge et leur genre durant la semaine qui a précédé l'enquête.

4.2.2. Score de diversité alimentaire

L'indicateur de diversité du régime alimentaire mesure le nombre de groupes d'aliments différents consommés pendant une certaine période de temps. Il donne une estimation de la qualité d'un régime alimentaire. Le score de diversité est moyen pour les ménages bénéficiaires soit 4,6/7 et mauvais pour les ménages non-bénéficiaires soit 4,4 (inférieur à 4,5). L'analyse par sexe montre un score de diversité moyen identique soit 4,6 qu'il s'agisse des ménages dirigés par les hommes que de ceux dirigés par des femmes. Les groupes de denrées les moins consommées par les ménages la semaine ayant précédé

l'enquête sont les racines/tubercules, légumes de couleurs orange et fruits.

Tableau 16 : score de diversité alimentaire ventilé par sexe et types de ménages

Indicateurs	Moyenne	Médiane	Groupe d'aliments						
			1	2	3	4	5	6	7
Ménage bénéficiaire	4,7	5,0	0,8%	5,0%	7,0%	28,5%	30,6%	26,0%	2,1%
Ménage non bénéficiaire	4,4	4,0	2,5%	2,5%	11,9%	39,8%	25,4%	12,7%	5,1%
Masculin	4,6	5,0	1,6%	4,3%	9,4%	29,4%	29,4%	22,4%	3,5%
Féminin	4,6	4,0	1,0%	3,8%	6,7%	39,0%	27,6%	20,0%	1,9%
Ensemble	4,6	5,0	1,4%	4,2%	8,6%	32,2%	28,9%	21,7%	3,1%

4.3. Les stratégies d'adaptation

Les stratégies d'adaptation de survie mesurent la fréquence et la sévérité des comportements adoptés par les ménages pour faire face à un manque de nourriture. Nous aborderons l'indice de stratégie de survie réduite et la stratégie de survie liée aux moyens d'existence.

4.3.1. Stratégie de survie réduite

L'indice simplifié des stratégies de survie mesure les comportements adoptés par les ménages quand ils rencontrent des difficultés pour répondre à leurs besoins alimentaires. Il est calculé sur la base de cinq stratégies alimentaires standards et d'une pondération en fonction de la sévérité.

Tableau 17 : Indice de stratégie de survie réduit ventilé par sexe et par type de classes de consommation

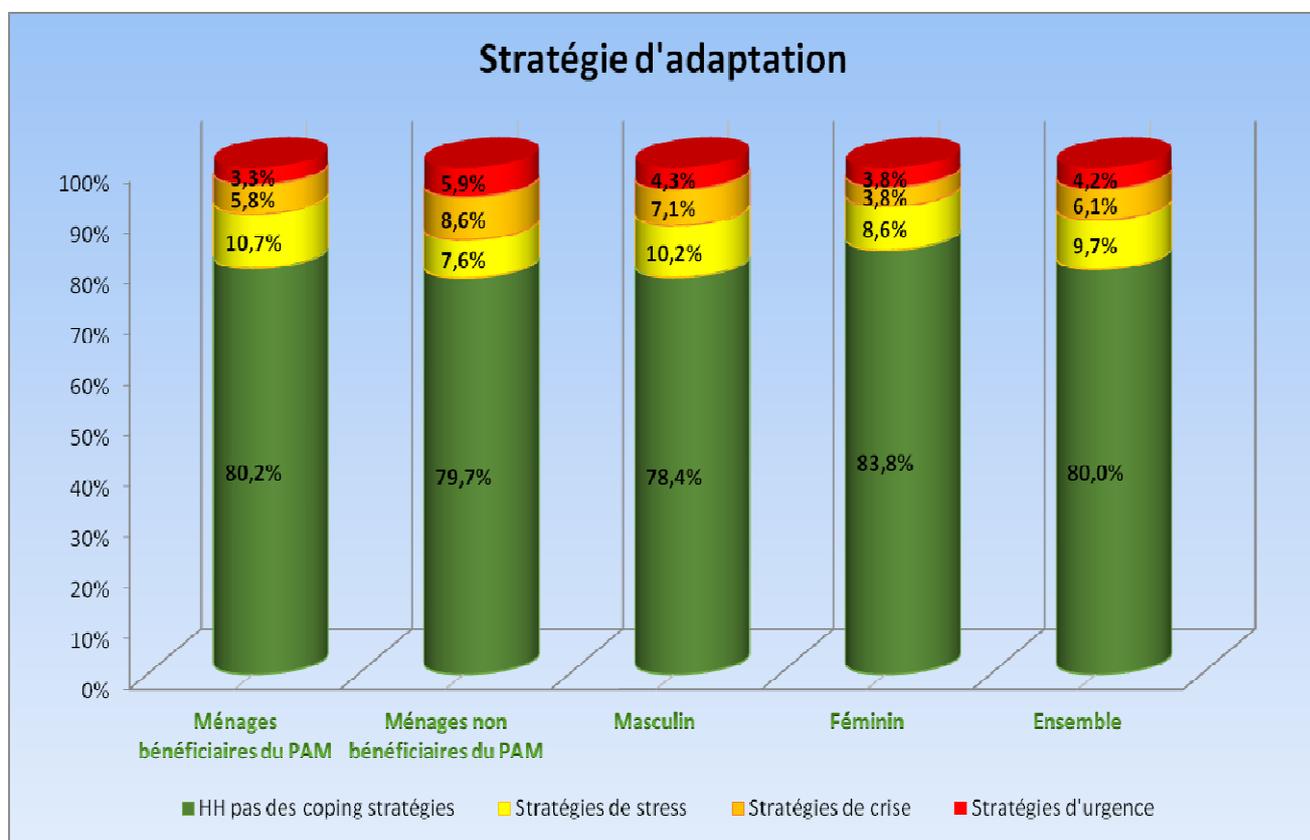
Indicateurs	Moyenne
Ménages bénéficiaires	2,80
Ménages non bénéficiaires	2,77
Masculin	3,38
Féminin	1,37
Ensemble	2,79
Classes de consommation	
Pauvre	3,25
Limite	1,68

Acceptable	2,99
Total	2,78

4.3.2. Stratégies liées aux moyens d'existence

Ils sont 80% à ne pas utiliser de stratégies néfastes pour subvenir aux besoins alimentaires des ménages. 9,7% ont utilisé des stratégies de stress, 6,10% des stratégies de crises, et 4,2% des stratégies d'urgence. Ces stratégies d'adaptation ont été plus utilisées par les ménages non-bénéficiaires que les ménages bénéficiaires. Cette analyse vaut également pour les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes.

Figure 2 : Classe de stratégie d'adaptation

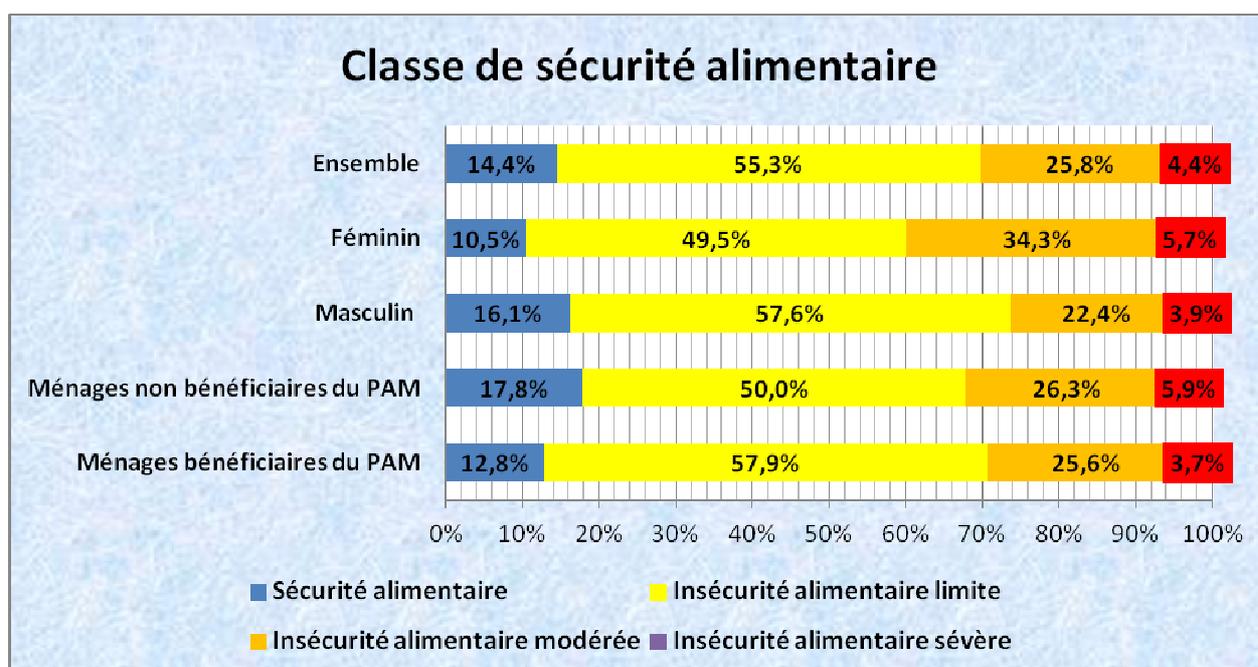


4.4. Analyse de la sécurité alimentaire

Il ressort de l'analyse que 12,4% des ménages bénéficiaires enquêtés sont en sécurité alimentaire ; près de 6/10^{ème} soit 57,9% sont en insécurité alimentaire légère ; un quart se retrouve dans la classe des modérés et 3,7% sont en insécurité alimentaire sévère. Les ménages dirigés par des hommes sont plus en insécurité alimentaire que les ménages dirigés par des femmes. Il faut remarquer que les chefs de

ménages homme, ont un revenu plus stable et élevé. Cela justifie qu'ils sont plus enclins à dépenser et à s'endetter comparés aux chefs de ménage femme.

Figure 3 : Classe de sécurité alimentaire ventilée par sexe et type de ménage



4.5. Perception des communautés

Cette section est le résultat de l'analyse des données des groupes de discussion collectées auprès de 10 communautés ressortissantes de Bandiagara. Etaient présents lors des entretiens : les leaders communautaires et religieux, les membres des comités villageois, les bénéficiaires et non bénéficiaires....etc. Une moyenne de 14 personnes ont participé à l'entretien dont 5 femmes soit 34,1%.

Tableau 18 : composition du focus group par sensibilité sociodémographique

Composition des focus group	Moyenne
Chef de la communauté	1
Membres du comité villageois de plainte	1
Autorité religieuse	1
Homme d'affaire	1
Enseignant/maître d'école	0
Membre du comité villageois	2
Autres	3
Total homme	9
Chef de la communauté	0
Membre du comité villageois des plaintes	1
Autorité religieuse	0

Homme d'affaire	0
Enseignant/maître d'école	0
Membre du comité villageois	2
Autres	2
Total femme	5
Total homme et femme	14
Portion de femme %	34,1

4.5.1. Connaissance générale et ciblage

Les communautés ont connaissance de la provenance de l'assistance. 7/10 villages ont évoqué le nom du PAM et 2/10 le nom des ONG partenaires. Il ressort des données que les leaders des groupes ont été impliqués dans le ciblage, la sélection des bénéficiaires, et la définition des critères de ciblage. Les principaux critères de ciblage retenus sont :

- La vulnérabilité et l'aptitude physique pour 2/10 villages ;
- La vulnérabilité, l'aptitude physique et le volontariat pour 3/10 villages.

L'enregistrement et la sélection ont été conduits par les leaders villageois, comités mis en place avec l'appui des ONG partenaires notamment YA GTU et GAAS Mali. Aucun conflit n'a été signalé par les différentes communautés. Elles pensent également que ce sont les personnes qui sont dans le besoin qui reçoivent les vivres.

Les communautés pensent que la sélection des bénéficiaires a été équitable, juste et transparente. Les autorités locales n'ont ni tenté, ni réussi à influencer le processus de ciblage. Les personnes non inscrites sur la liste des bénéficiaires n'ont pas reçu les vivres et l'argent lors des distributions. Aucune personne n'a eu à payer pour recevoir l'assistance.

4.5.2. Vérification et enregistrement

L'analyse des données montre qu'unaniment :

- Ce sont les mêmes bénéficiaires qui ont reçu l'assistance lors des distributions ;
- L'ONG coopérant a bien informé la communauté sur le processus d'enregistrement ;
- Les cartes de bénéficiaires ont été fournies à temps ;
- Aucun cas de possibilité de fraude durant le processus d'enregistrement n'a été signalé.

4.5.3. Distribution et performance

Les ONG ont clairement informé les bénéficiaires sur la quantité, les types de produits² à recevoir et la durée du projet. Tous les bénéficiaires ont reçu les vivres qu'ils sont censés recevoir. Cependant, 1 /10 a signalé le manque du sel lors de la dernière distribution Koundougou dans la commune de Soroly,

commune rurale dans le cercle de Bandiagara. Cela s'explique par le retard de livraison des vivres par le PAM.

4.5.4. Comité de gestion et de plainte

Un comité de gestion existe dans tous les villages enquêtés. Une moyenne de 3 femmes et 4 hommes ont reçu les formations au cours des trois derniers mois et se répartissent les postes de responsabilité. 43 % des postes de responsabilité sont détenus par des femmes.

89% des femmes qui exercent des responsabilités au sein du comité arrivent à exprimer leurs préoccupations au moment des prises de décisions. Cependant dans tous les villages enquêtés, les femmes expriment leurs préoccupations.

En général ce sont les hommes qui ont tendance à avoir plus d'influence lors des prises de décision.

Les 10/10 villages soit les 100 % confirment l'existence d'un comité de plaintes composé d'une femme et (trois) hommes. Il ressort de l'analyse que les bénéficiaires ont été informés de la procédure des plaintes pendant :

- La réunion de sensibilisation avec les ONG pour 78,6%
- La réunion de la communauté pour 85,7%
- Au moment de l'enregistrement pour 42,9%
- Au moment de la distribution 46,4%

Généralement les bénéficiaires expriment leurs plaintes vers :

- Le comité de plainte pour 85,7%
- En personne aux ONG pour 85,7%
- Au moment de l'enregistrement pour 42,9%
- Au moment de la distribution 46,4%.

Le traitement des plaintes est jugé comme étant :

- Bon pour 85,7%
- Moyen pour 10,7% des villages
- Passable pour 3,6%.

Les plaintes sont réglées avec succès à temps opportun pour 87,7% soit 9/10. Cependant la moitié pense que le mécanisme de plainte peut être amélioré.

4.5.5. Préférence des modalités

Le mixage de l'assistance en vivres et en argent à des périodes bien déterminées a été apprécié par les communautés. Les raisons évoquées sont : meilleur utilisation pour 89,3%, fiabilité pour 57,1%, la qualité des produits distribués pour 46,4%, la sécurité 42,9%. En effet en période de soudure les denrées sont chères et l'accessibilité de certains marchés est très difficile donc la distribution de vivres est mieux adaptée. Le transfert monétaire en période sèche a permis l'achat des denrées de leur choix parce que les routes étaient praticables, mais aussi de gérer d'autres dépenses non alimentaires telle que les médicaments, les paiements de dette, les habits pour les enfants en période de fêtes, les intrants agricoles etc.

4.5.6. Choix, pertinence et qualité des actifs

L'analyse qualitative des données communautaires montre que :

- La communauté a été consultée dans le choix des actifs ;
- Les actifs choisis répondent aux besoins de la communauté ;
- Les partenaires ont dispensé une moyenne de 5 séances de formation pour 57,1% et/ou de sensibilisation pour 42,9% des villages ;
- Les actifs ont été utiles pour les femmes.

Les terres appartiennent généralement à la communauté parfois au chef de village pour 2/10 villages.

La qualité de mise en œuvre des activités a été jugée comme étant :

- Excellente pour la moitié 50%
- Bon pour 42,9%
- Besoin d'amélioration 7,1% ;

Les actifs ont permis l'accroissement de la résistance aux chocs à travers :

- L'accroissement de la productivité pour 96,4%
- La génération et accroissement du revenu pour 96,4%
- L'amélioration de la disponibilité de l'eau pour 82,1%
- La préservation de l'environnement pour 82,1%
- La facilitation de l'accès aux services sociaux de base ;
- Le ralentissement de l'exode rural des bras valides pour 10,7%.

4.5.7. Pérennisation des actifs

Pour la pérennisation des actifs, les communautés ont fait plusieurs propositions qui sont entre autres :

- La mise en place d'un comité de suivi des actifs qui s'occupera (la gestion, l'entretien des actifs créés ou réhabilités) ;

- La sensibilisation et/ou formation de la communauté sur l'importance de la pérennisation des actifs et la bonne gouvernance ;
- La collecte des fonds après les récoltes (sur les PIV et les PM) qui seront mis à la disposition du comité de suivi de l'actif ; fonds qui seront utilisés pour l'entretien et autres.

CONCLUSIONS

Dans cette conclusion , la synthèse des résultats de l'étude ainsi que les limites de celles-ci sont présentés . Enfin, quelques pistes d'interventions et de recherche sont indiquées

Le but de cette étude était d'analyser l'intervention du PAM face à la crise alimentaire consécutive à la mauvaise campagne agricole 2013-2014 dans le cercle de Bandiagara au Mali comme facteur de résilience communautaire.

Les résultats des analyses démontrent qu'une grande partie de la sécurité alimentaire des bénéficiaires des activités de résilience dépend de l'assistance alimentaire du PAM. Ils présentent une qualité de consommation, et de diversités alimentaires meilleures que celles des ménages non-bénéficiaires. Cependant seulement 12,8% sont en sécurité alimentaire et 57,9% en insécurité alimentaire légère. 3/10^{ième} soit 29,3% sont en insécurité alimentaire, modéré 25,6% et sévère 3,7%.

D'une manière générale, l'intervention face à la crise alimentaire du cercle de Bandiagara, au regard de ce qui se dégage de la perception des communautés, l'analyse qualitative montre l'appropriation du projet par les différentes communautés enquêtées. Cela est dû à leur implication au niveau de tout le cycle du projet : diagnostic participatif, le choix des actifs, la planification des activités en fonction du calendrier saisonnier, le ciblage et la réalisation des travaux en HIMO.

La mise en place des différents comités de gestion villageois, comités de plaintes, et les formations ont permis une augmentation des capacités techniques des communautés mais aussi le respect du cadre de redevabilité du PAM envers les bénéficiaires.

Comme toute autre étude, la présente a aussi ses limites. La première se rapporte à la taille de l'échantillon, soit 60 participants, quantité modeste si nous tenons compte du nombre de variables à l'étude. Parmi les vingt une communes de Bandiagara, dix communes sont couvertes par le projet de

résilience avec deux partenaires d'exécution dont sept communes pour le cadre de l'étude pour dix villages. Pour les recherches ultérieures, il serait intéressant d'étendre l'échantillon.

La seconde se rapporte au démarrage tardif des activités. La mise en œuvre des activités étaient excellente et bonne pour la majorité des communautés mais il y avait besoin d'améliorer la qualité des actifs à créer et/ou à réhabiliter. Ce qui explique les travaux inachevés et la mauvaise qualité des articles non alimentaires mis à disposition.

Pistes d'interventions

La présente étude a permis de mettre à jours plusieurs problématiques pouvant servir un cadre d'élaboration et d'orientation des programmes d'interventions.

Vues les conséquences de la mauvaise campagne agricole ainsi décrite ;

Vue la situation d'insécurité alimentaire qui est très mauvaise dans le cercle de Bandiagara, sans toutefois oublier que d'autres cercles du Mali pourraient probablement être dans la même situation d'insécurité alimentaire, l'étude propose des interventions suivantes :

- Assurer une assistance alimentaire à court terme ;
- Initier des activités Food For Work (FFW)/ Cash For Work dans le cadre de la résilience communautaire pour la création ou la réhabilitation des actifs durables notamment les surcreusements des barrages, la confection des cordons pierreux pour la restauration des sols dénudés et aménagement des périmètres maraîchers ;
- Appuyer dès le démarrage de la nouvelle campagne agricole en fournissant des semences, engrais et outillages adaptés aux aléas climatiques du Bandiagara ;
- Assurer la distribution du complément alimentaire pour les bétails ;
- Aménager des puits pastoraux ;
- Assurer la vaccination du cheptel ;
- Prendre en charge les cas de malnutrition et mettre en place un programme de prévention de la malnutrition avec dépistage systématique ;
- Mettre en place un comité de suivi de la situation de la sécurité alimentaire à Bandiagara.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages et articles

- 1- Bulletins mensuels sur la sécurité alimentaire, Janvier 2014-Octobre 2014, Synthèse d'alerte Précoce (SAP).
- 2- Bundy,D., Bubano,C.,Grosh,M.,Gelli.,M. et Drake,L. (2009). Repenser l'alimentation scolaire: filet de protection sociale, développement de l'enfant et éducation nationale. Washington : Banque mondiale.
- 3- Bunwaree, S. (2007). Les urnes et la politique sociale à Maurice, in Bangura, YY. (sous la direction de), Démocratie et politique sociale en Jamaïque. Basingstoke : Palgrave Macmillan, FAO Rome.
- 4- Cafiero,C. et Gennari,P.(2011). L'indicateur de la FAO sur la prévalence de la sous-alimentation polycopiée. Rome : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, FAO Rome.
- 5- CALKINS, Peter.1988, « la sécurité alimentaire : première démarche dans un jeu difficile », in : série conférence, n°6, centre sahel, 21 p.
- 6- Communauté européenne (2010).Rapport européen sur le développement :La protection sociale pour un développement inclusif ;San Domenico di Fiesole : Robert Schuman center for Advanced studies, european University Institute.
- 7- CSA, 2019, « Evaluation des besoins de financement pour l'atteinte des OMD à l'horizon 2015 », rapport final, décembre.
- 8- DEMBELE, N. Nango et STAATZ, John M., 1989, » Impact des échanges régionaux de céréales sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest », Note de travail, OCDE, club du sahel 10 p.
- 9- Enquête Démographique et de Santé (EDSM V), 2012, DNSI /CSP-MS, Bamako.
- 10-Evaluation définitive de la situation alimentaire du Mali, campagne agricole 2013-2014, Système d'Alerte Précoce.

- 11-Famine Early Warning Systems Network; (2012). Perspectives sur la sécurité alimentaire, Afrique de l'Ouest.
- 12-Fonds OMD (2012) : volet thématique « Enfance, Sécurité Alimentaire et Nutrition », Mali.
- 13-Note conjointe FAO-PAM (2012) : sécurité alimentaire et implications humanitaires en Afrique l'Ouest et au Sahel.
- 14-Programme alimentaire Mondial (2012) : rapport d'enquête rapide de la sécurité alimentaire des ménages affectés par la sécheresse, Mali
- 15- PNUD (2012) : rapport sur le développement humain durable, P9.
- 16- Rapport National 2015 sur le développement humain durable au Mali, enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole.
- 17- Suivi de la Sécurité Alimentaire à travers les sites sentinelles-analyse et cartographie de la vulnérabilité.

Sites internet

Marquer les URL et les dates de consultation des pages web.

www.csa-mali.org , commissariat à la sécurité alimentaire (SCA).

www.fews.net/FoodInsecurityScale

www.daccess-dss-ny.un.org

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe I : Slogan du PAM « défi zéro faim »

Annexe II : carte agricole du cercle Bandiagara et son paysage

Annexe III : Calendrier saisonnier du cercle de Bandiagara

Annexe IV : Groupe socioéconomique des ménages

Annexe I : Slogan du PAM « défi zéro faim »

La faim peut être éliminée de notre vivant.

Cela exige des efforts holistiques destinés à garantir que chaque femme et chaque enfant puisse exercer son droit à une alimentation adéquate ; que les femmes soient responsabilisées ; que la priorité soit accordée à l'agriculture familiale, et que les régimes alimentaire partout soient durables et résilient.

Le Défi Faim Zéro signifié :

1. 100% d'accès à une alimentation adéquate toute l'année

Donner à toutes les personnes accès à tous les produits alimentaires dont elles ont besoin toute l'année grâce à une agriculture, des systèmes agro-alimentaires et une commercialisation sensible aux besoins de la nutrition ; à un emploi décent et productif, à un socle de protection sociale, à des filets de sécurité et une assistance alimentaire ciblés ; à l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire par des producteurs locaux ; à des politiques commerciales et des marchés ouverts, équitables et efficaces sur le plan local, régional et international, et à la prévention de la volatilité excessive des prix des produits alimentaires.

2. Zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance

Garantir un accès universel à des aliments nutritifs pendant la période propice de 1000 jours entre le commencement de la grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant, complété par des soins de santé, un accès à l'eau, l'assainissement et l'éducation qui soient sensible à la nutrition, des intervention axées sur la nutrition, couplées avec des initiatives qui favorisent la responsabilisation des femmes, comme celles qui sont encouragées par le mouvement pour le renforcement de la nutrition.

3. Tous les systèmes agro-alimentaires sont durables

Garantir que tous les agriculteurs , entreprises, coopératives, gouvernements, syndicats et membres de la société civile établissent des normes en matière de durabilité qu'ils vérifient leur observation et qu'ils en rendent compte, et récompenser l'adoption universelle de pratiques agricoles viables et résilientes vis-à-vis des changement climatiques ; assurer la cohérence intersectorielle des politiques (englobant l'énergie, l'utilisation des terres, l'eau et la climat) ; assurer une gouvernance rationnelle des terres, des pêches et des forêts.

4. 100% d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants

Réduire la pauvreté rurale et améliorer le bien-être en encourageant le travail décent et en augmentant les revenus des petits exploitants ; responsabiliser les femmes, les petits exploitants, les pêcheurs, les agropasteurs, les jeunes, les organisations paysannes, les peuples autochtones et leurs communautés ;

soutenir la recherche et l'innovation agricoles ; améliorer les régimes de propriété foncière et l'accès au patrimoine et aux ressources naturelles ; veiller à ce que tous les investissements dans l'agriculture et les filières agro-alimentaires soient responsables et transparents ; élaborer des indicateurs pluridimensionnels pour la résilience et le bien-être des personnes.

5. Zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires

Réduire au minimum les pertes de produits alimentaires durant le stockage et le transport ainsi que leur gaspillage par les détaillants et les consommateurs ; donner aux consommateurs la possibilité de choisir la qualité de leur alimentation par un étiquetage approprié ; inciter les producteurs, les détaillants et les consommateurs de toutes les nations à prendre des engagements ; réaliser des progrès grâce à des incitations financières, des engagements collectifs, des technologies appropriées et la modification des comportements.

L'élimination de la faim exige des investissements dans l'agriculture, le développement rural, le travail décent, la protection sociale et l'égalité des chances. Cela constituera une contribution majeure à la paix et à la stabilité et à la réduction de la pauvreté. Cela contribuera également à une meilleure nutrition pour tous, en particulier pour les femmes depuis le début de la grossesse et les enfants de moins de 2 ans.

Le Secrétaire général des Nations Unies accorde la plus grande priorité à l'élimination de la faim.

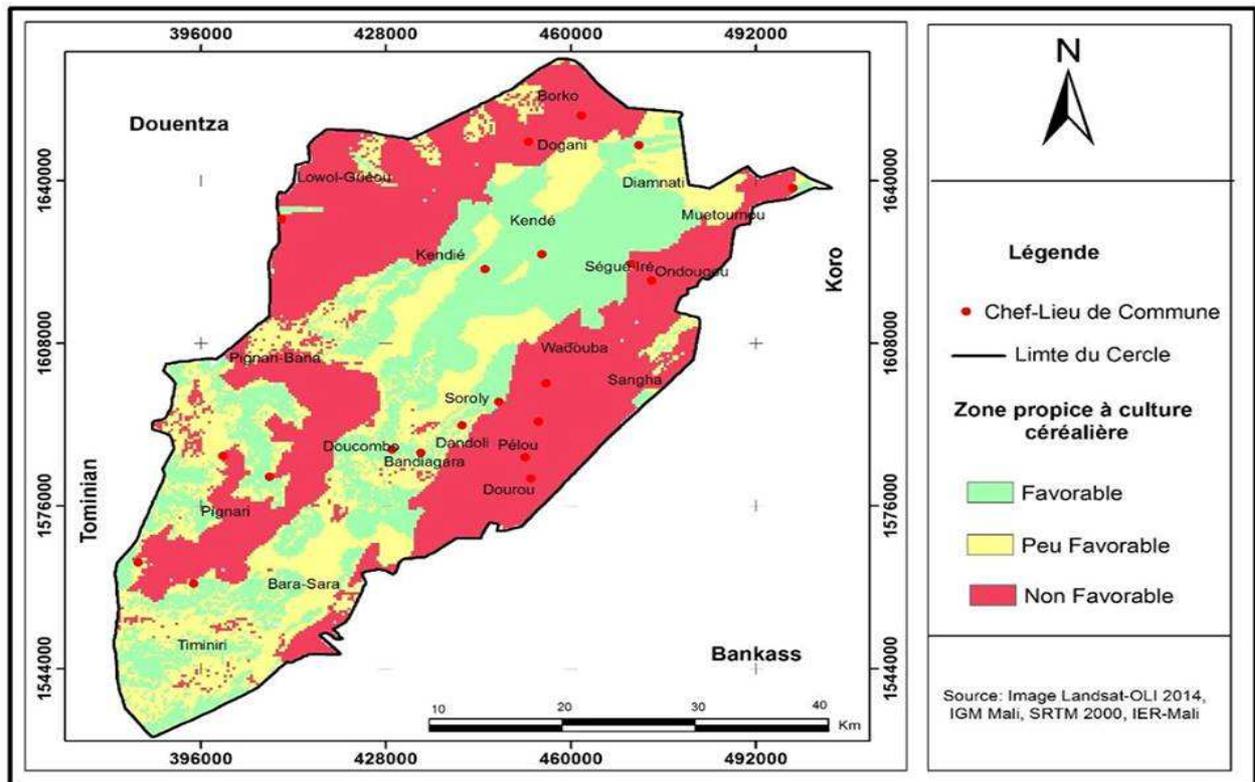
Il se félicite du leadership courageux manifesté par bon nombre de gouvernements, des membres de la société civile, d'entreprises, de syndicats, d'associations de consommateurs et de scientifiques. Ils réussissent en travaillant de concert. Ils encouragent la participation de toute une gamme d'organisations, de mouvements sociaux et de personnes animés par une vision commune. Ils promeuvent l'adoption de stratégies plus efficaces, l'accroissement des investissements et le renforcement de la coopération pour le développement, conformément aux accords nationaux et internationaux existants. Leurs efforts sont axés sur les résultats et ils rendent compte de leurs efforts notamment à l'égard des personnes qui souffrent de la faim.

Défi Faim Zéro

100%	Zéro	Tous	100%	Zéro
d'accès à une alimentation adéquate toute l'année	enfant de moins de 2 ans souffrant d'un retard de croissance	les systèmes agro-alimentaires sont durables	d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants	perte ou gaspillage de produits alimentaires

ANNEXE 2 : Carte agricole du cercle de Bandiagara et son paysage

Les communautés du plateau dogon en général sont soumises à une insécurité alimentaire consécutive à l'insuffisance de terre cultivable et la non fonctionnalité des actifs productifs. La couverture en besoin alimentaire est estimée à 5 mois sur 12 et cela à cause de l'insuffisance des terres cultivables, de la rareté des pluies et de la pauvreté des terres. Le déficit céréalier est comblé par le maraîchage qui est aussi handicapé par l'insuffisance des points d'eau aménagés.





Relief rocheux très accidentés du plateau dogon dont altitude atteigne 79 m dans sa partie Est.

Annexe III : Calendrier saisonnier du cercle de Bandiagara

Le calendrier saisonnier renseigne sur les différentes activités socioéconomiques et les évènements pendant les années de références (2013-2014). La saison des pluies s'étale de juin à octobre. L'hivernage commence en juin et concerne surtout les (mil, sorgho, maïs, fonio etc.....).

La saison sèche qui commence de novembre à mai est consacré au maraîchage et à l'exode rural.

	Sept	Oct	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout
Cultures vivrières												
Mil/sorgho/fonio/riz		Récolte						Préparation du sol		semis	Sarclage	
Niébé/arachide/Vandz ou		Récolte						Préparation du sol		semis	Sarclage	
Maraichage		Gombo, pomme de terre, laitue, ail, tomate, chou, aubergine							Gombo			
Echalote,		Récolte précoce et installation d'échalote				Récolte 2 ^e cycle et						
Elevage												
mouvement de betail		risque de conflit									pâturage dans le plateau	
Pâturage troupeaux Peuls		Retour							Départ			
Emploi / revenus												
Migration / Exode				migration/exode								
Cueillette												
feuilles de baobab		Feuilles de baobab										
jujube				jujube								
Liane										Liane		
raisin sauvage										raisin sauvage		
récolte de bois				récolte de bois								
tourisme		Tourisme										
Evénements sociaux			Tabaski		marriage des Chef ménagère				Mariage des domestiques			

Annexe IV : Groupe socioéconomique des ménages

Dans la zone de moyen d'existence, est pauvre, le ménage qui ne dispose pas de bras valides, exploite de faible superficie et possède/dispose peu ou pas d'animaux. La différence entre le ménage pauvre et nanti demeure le nombre d'actifs, la disponibilité de réserve alimentaire et la possession de bétails.

	Proportion relative (%)	Taille de ménage	Surface cultivée (ha)	Surfaces maraichères	Bétail	Autres biens
Très pauvres		7	1	0.1 (de 0 à 0.2)	1 âne, 1 petit ruminant emprunté, 0 volailles	-
Pauvres		9	1,5	0.1 (de 0 à 0.2)	1 âne, 1 ovins, 7 volaille	-
Moyens		10	2	0.2 (de 0 à 0.5)	2ânes, 9caprins, 5 ovins, 11 volailles, 6 bovins	0-1 charrettes
Nantis		12	4	0.4 (de 0 à 1)	2 ânes, 19 caprins, 6 ovins, 13 volailles, 14 bovins, 5 ovins	0-2 charrettes
	0% 50%					

